RÉSIGNATION ET COMPLICITÉ

Le cas Marco Camenisch

1,3 LISSIGNOL
1201 GENEVE (SUISSE)

May 1994

Guerrier, pour moi, ne représente pas une entité métaphysique, abstraite, (...), mais une chose réelle, qui implique aussi CETTE GUERRE qui exclut l'être soldat et qui signifie surtout: RECONNAITRE SES PROPRES LIMITES COMME PREMIER PAS POUR LES SURPASSER, POUR SE LANCERA LA RECHERCHE DES SUIVANTS. Et guerrier signifie aussi apprendre l'AMOUR, sentiment à la base du rassemblement, l.i communauté, qui n'est pas en contradiction avec cetu guerre mais qui en est la plus intime motivation. Guerrier sans amour n'aurait qu'une plate signification, spectaculaire, fascisante, robotique, corAme dans un film futuriste ou dans une légende mythifiée par des surhommes. Mais ceux-ci ne meurent jamais. Nous oui et de toute façon.

Le13 novembre 1979, un pylône à haute tension de la ligne Rheintal-West, appartenant à la société électrique Nordostschweizerische Kraftwerke (NOK), dans la commune grisonne de Flàsch, frontière entre la Suisse et le Liechtenstein, est la cible d'un attentat à Sa dynamite. Les dégâts sont évalués à environ 21.500 francs.
Quelques semaines plus tard, plus précisément le jour de Noël, à 4h36 du matin, une autre déflagration détruit le pylône en ciment et les transformateurs de la centrale hydro-électrique Sarelli appartenant à la Kraftwerk Sarganserland AG, proche de la frontière entre Saint-Gall et les Grisons, entre Bad Ragaz et Mastrils. Cette fois-ci, les dégâts sont nettement plus importants: iis s'élèvent à environ 1,4 millions de francs. L'explosion provoque une interruption de courant, de plus une partie de l'huile de refroidissement sort des transformateurs et prend feu.
1979 est une année décisive pour la politique nucléaire suisse. En effet, suite aux grandes manifestations populaires qui ont amené en 1975 à l'occupation du terrain destiné à la centrale nucléaire de Kaiseraugst puis, les années suivantes, aux manifestations contre la centrale nucléaire de Gôsgen, un nouveau front de lutte antinucléaire s'ouvre en 1979, complétant le mécontentement exprimé au niveau parlementaire et populaire.
Le 18 février "l'Initiative Antinucléaire" est refusée de peu (48,8% de oui contre 51,2% de non). Le jour suivant, un attentat détruit le "Pavillon du mensonge", construit pour la propagande en faveur de la centrale nucléaire du chantier de Kaiseraugst. Il n'y a pas de victimes mais les dégâts matériels dépassent le million de francs. Pendant les vacances de Pâques, des veillées de protestations et des grèves de la faim sont organisées. L'accident de Harrisburg, aux États-Unis, discrédite tous ceux qui avaient déployés aux quatre vents la bannière de la sécurité des centrales nucléaires.
Entre le 20 et 22 mai, une série d'attentats vise les automobiles des personnalités liées à l'industrie électronucléaire dans les cantons de Soleure, Argovie, Saint-Gall et Zurich. Au Tessin, la BMW de G.B. Pedrazzini, président de la SES-ATEL, est brûlée. Début juin, 5 milles personnes manifestent sur le chantier de la centrale nucléaire de Leibstadt. Le 20 août, un accident comparable à celui d'Harrisburg se produit dans la centrale nucléaire de Beznau, propriété de la NOK. Cette fois-ci, les systèmes de sécurité fonctionnent et heureusement le pire est évité. La nouvelle n'est pas transmise par les autorités suisses, qui se limitent à confirmer l'information diffusée par la chaîne américaine CBS. Le 3 novembre, un attentat contre la centrale de Gosgen, en phase d'essai, provoque un millon de francs de dégâts. L'attentat est revendiqué par un groupe nommé "Do-It-Yourself 007". La mise en fonction de cette centrale est

prévue pour le 19 novembre. L'attentat contre la centrale Sarelli boucle le cycle de luttes illégales, à forte connotation antinucléaire, de 1979.
En Suisse actuellement cinq centrales atomiques sont en fonction: Mùhlenberg, Gosgen, Leibstadt et Beznau 1+2; celle de Lucens fut démantelée suite à un grave accident. Il est clair que sans la résistance populaire, le nombre de centrales serait considérablement plus élevé: les centrales de Kaiseraugst -bloquée alors que le chantier était déjà installé-, Graben, Inwil, Verboïs, Riithi sont restées à l'état de projets, mises à l'écart ou suspendues uniquement grâce à la mobilisation et aux actions de résistance d'opposants, idem pour les fameux dépôts de déchets atomiques, Le 80% de l'énergie électrique en Suisse est produit et distribué par sept grandes sociétés, dont quatre à participation étatique: Nordostschweizerische Kraftwerke (NOK), Bernische Kraftwerke (BKW), Énergie de 1' Ouest de la Suisse (EOS), Elektrizitatswerke der Stadt Zurich (EWZ), et les trois privées: Elektrizitargesellschaft Laufenburg (EGL), la puissante ATEL (Aare-Tessin fur Elektrizitât) et la Centralschweizerische Kraftwerke (CKW).
Les centrales atomiques désormais vétustés de Beznau 1+2 sont entièrement dans les mains de Sa NOK, tandis que la centrale nucléaire de Gosgen appartient à 35% au groupe privé ATEL. Ce dernier est contrôlé par Alusuisse à travers Motor Colombus et à 25% par la NOK. Elektrowatt, du groupe bancaire Crédit Suisse, est une entreprise très fortemenr engagée dans l'industrie électronucléaire. Ces sociétés sont responsables, par leurs installations hydroélectriques, de l'assèchement hydrique des vallées de l'arc alpin suisse.

Suite à l'attentat contre la centrale Sarelli, plusieurs personnes sont interpellées. Une récompense de 10.000 francs est promise à celui ou celle qui découvrirait les auteurs. Une délation permet à la Justice de la Confédération d'émettre un mandat d'amener contre Marco Camenisch et René Moser. La police étend ses recherches sur tout le territoire national. Lors de l'enquête, le 2 janvier 1980, un ancien navigateur du Rhin, René H. 27 ans, est arrêté à St-Gall. Il semble étranger aux attentats mais déclare avoir participé au camouflage du matériel explosif. Toujours à St-Gall, le 8 janvier, Marco Camenisch et René Moser sont arrêtés. Après 14 jours d'isolement à Klosterhof, Marco est atteint d'une crise de nerfs et doit être hospitalisé à l'Inselspital. Enfermé une deuxième fois à Klosterhof, il tente de se suicider. Suite à ces événements et confronté à d'autres témoins mineurs, René reconnaît certains faits. Les 6 et 11 mars 1980, les trois accusés principaux sont transférés à Coire ou ils resteront emprisonnés jusqu'au procès.

Marco Camenisch, fils de douanier, naît à Campocologno en 1953. Il fait ses études à Schiers mais les interrompt une année avant la maturité. Marco refuse ce système scolaire qui vise à forger davantage de rouages bien huilés pour les engrenages d'une société méritoire, élîtiste et basée sur l'exploitation. Confronté au problème de l'agrochimie, il interrompt une formation agricole à l'école du Plantahof et recherche une solution alternative plus conforme au respect de la nature. Après une brève expérience dans les alpages, il ressent, dans l'isolement de la montagne, le besoin de participer plus directement au changement structurel de la société à travers l'action directe.

René Moser naît en 1959, dans une famille nomade sédentarisée par une loi raciste. Dès son enfance, il souffre de l'inhumanité du système répressif, passant de l'institut pour mineurs à la mise sous tutelle, de l'internat psychiatrique à l'emprisonnement. Au printemps 1979, son chemin croise celui de Marco. À cette époque ce dernier était actif au "Comité de soutient aux luttes des détenus". Avec René, Marco partage essentiellement le message suivant: "stand up and fïght for your rights", comme il l'écrit en prison, après avoir écouté Bob Marley à la radio. Dans une de ses lettres il écrit aussi: "c'est la bourgeoisie qui m'oblige à lever le poing !" Les deux premiers mois à la prison de Sennhof à Coire, Marco et René sont détenus dans des cellules munies d'alarmes électroniques et de fenêtres blindées. Il n'ont droit qu'à une demi-heure de promenade par jour, deux par deux et à une douche par semaine. Plus tard ils obtiennent un régime de détention normal puis, dès juin, ils sont admis au travail. A plusieurs reprises, Marco est l'auteur d'initiatives visant à améliorer les conditions de détention et à sauvegarder les droits des prisonniers, comme la pétition adressée au Département de justice et Police pour la promenade du dimanche.

Le procès de Marco Camenisch (marié, 28 ans, "sous-prolétaire"), de René Moser (célibataire, 23 ans, ouvrier) et de René H. (célibataire, 27 ans, navigateur) commence le 26 janvier 1981 au Tribunal Cantonal de Coire. L'acte d'accusation, un texte de 74 pages, traite différents délits tels que l'utilisation criminelle d'explosifs et l'infraction à la loi sur le matériel de guerre suite au vol de 8 milles cartouches dans un stand de tir. Quant au mobile, l'acte d'instruction affirme que ces dernières années Camenisch a développé une profonde conscience écologique, d'où la ferme résolution de combattre les projets de destruction du territoire de l'industrie nucléaire et hydro-électrique. Par la suite, ia critique environnementalïste des deux accusés s'est étendue à toutes les institutions étatiques en tant qu'instruments d'oppression. Selon les accusés, les institutions économiques et politiques sont à combattre par le militantisme.

Le procès se déroule dans un climat d'état de siège. A Zurich, le mouvement autonome dénonce le caractère de classe du procès, exprimant sa solidarité avec les prisonniers. Le public est soigneusement fouillé, la salle est remplie de policiers en civil et de journalistes. Le tribunal est composé de cinq juges de noir vêtus. Marco se présente avec une étoile rouge peinte sur le front. Après la lecture des actes, l'expertise du docteur Keller soutient l'insuffisance intellectuelle de l'accusé René Moser, se basant uniquement sur un colloque de 45 minutes, une expertise

calligraphique et l'examen de ses tatouages. Marco refuse toute collaboration mais lit un long document où il expose ses motivations. Nous reportons ci-dessous le texte intégral de son manifeste: *Paix aux chaumières! Guerre aux palais!*

Si maintenant je vais parler longtemps, ce n'est pas pour me justifier ou pour demander pardon. J'aimerais juste expliquer pourquoi quelque chose s'est produit et pourquoi nous devons faire quelque chose. Je ne tiens pas à démontrer que nous avons agi de façon stratégiquement correcte. Nous avons répondu à la guerre du capital en tant que victimes du capital. Nous ne reconnaissons pas cette Cour asservie à la bourgeoisie capitaliste. Nous affirmons que nous comparaissons afin de ne pas faciliter le rôle de la justice de classes qui nous déclarerait fous, telles des marionnettes dangereuses que l'on ferait disparaître dans des tombes de ciment. Nous ne sommes ni égoïstes ni idéalistes; nous sommes des êtres humains conscients et critiques, sans l'ambition de passer pour des martyrs ou des héros. Il faudrait des années pour faire la liste entière des délits perpétrés par les vrais criminels, les dictateurs, les politiciens, les capitalistes et leurs esclaves. C'est pour cela que la déclaration suivante se limitera aux allusions, aux synthèses, aux conclusions et surtout aux omissions. Celui qui veut entendre à des oreilles pour écouter, celui qui veut voir à des yeux pour lire et observer ce qu'il se passe chaque jour dans le monde. Celui qui veut penser a un cerveau, celui qui veut comprendre, connaît le langage de la vie. Les cadavres vivants comprennent uniquement la langue de l'argent, le langage du pouvoir et des lois. A tous ceux-là, je ne peux que dire:

Considérant que vous n 'écoutez que les canons
Que vous ne comprenez d'autres langages
Nous préférons retourner les canons contre vous.

En 1977, le message des Iroquois au monde occidental (1) fut présenté à Genève, lors d'une session des organisations non-gouvernementales de l'ONU. Comme ce message exprime très bien nos sentiments, je cite ici quelques passages: "(...) Nos racines sont profondes dans le monde où nous vivons. Nous nourrissons un grand amour pour notre terre, car c'est le lieu de notre naissance. Le sol est rempli d'ossements de nos ancêtres, chacun de nous est créé sur ces terres et nous devons en prendre le plus grand soin car de celles-ci émergeront les prochaines générations. Nous parcourons notre chemin avec respect car la terre est un lieu extrêmement sacré.
"(...) La culture occidentale fut atrocement "exploitante" et destructrice pour le monde naturel. Plus de 140 espèces d'oiseaux et d'animaux furent totalement anéanties, car exploitables aux yeux des envahisseurs. Les forêts furent nivelées, les eaux contaminées et les indigènes soumis au génocide.
"(...) Les grands troupeaux d'herbivores furent réduits à quelques unités, les bison furent exterminés. (...) Aucun désastre naturel ne fit autant de ravage. Même la période de glaciation n'a pas fait autant de victimes. Mais comme les forêts, le charbon et le pétrole sont aussi des ressources limitées et que la deuxième moitié du XXème siècle se rapprochait, les occidentaux commencèrent à chercher d'autres sources d'énergie pour donner un nouvel élan à leur technologie. Leur regard s'est porté sur le nucléaire, une forme de production d'énergie dont les sous-produits sont les substances les plus nocives que l'homme ait jamais connues. "(...) Aujourd'hui l'espèce humaine se trouve face à la question de la survivance de l'espèce même. Le mode de vie connu sous le nom de civilisation occidentale est sur une voie de mort où sa culture n'a pas de réponses vitales à donner.
"(...) Face à la réalité de leur propre destruction, ils se dirigeront inévitablement vers une destruction totale. L'apparition du plutonium sur cette planète est le signe le plus évident que notre espèce est en danger. C'est un signe que la plupart des occidentaux ont décidé d'ignorer.
"(...) Nos traditions nous ont enseigné que si l'homme interfère les lois de la nature, alors fatalement elles se retourneront contre lui. Quand le dernier souffle de vie naturel sera éteint, tout espoir de survivance humaine s'en ira avec lui.
"(...) La destruction des cultures des indigènes appartient au même processus que celui qui a détruit et qui détruit encore la vie sur cetteplanète,

"(...) La plupart des gens ne trouvent pas leurs racines dans la culture ou dans les traditions occidentales. La plupart des gens ont leurs racines dans le monde naturel; celui-ci, avec ses traditions, doit l'emporter si nous comptons développer des sociétés véritablement libres et égalitaires.
Il est nécessaire maintenant de commencer une analyse critique de l'histoire de l'occident, en recherchant les formes actuelles des conditions d'exploitations et d'oppressions subies par l'humanité. Lorsque nous commencerons à comprendre ce processus, nous devrons ré-interpréter cette histoire pour le peuple du monde. C'est le peuple occidental qui est en fin de compte le plus opptessé et exploité. "Il est écrasé par des siècles de racisme, de sexisme et d'ignorance qui l'ont rendu insensible à la nature de sa propre vie. Nous devons systématiquement remettre en cause chaque modèle, chaque programme et chaque méthode que l'occident tente de nous imposer.
"Paolo Freire écrit dans son livre *La pédagogie des opprimés* que pour les opprimés, il est logique d'imiter son oppresseur et d'essayer de se libérer de l'oppression par des actions similaires. Nous devons apprendre à résister à ce genre de solution facile. Les peuples qui vivent sur cette planète ont besoin de rompre avec le concept limité de libération humaine, ils doivent commencer à voir que la libération doit s'étendre à l'ensemble du Monde Naturel. "Nous avons besoin de libérer tout ce qui soutient la vie: l'air, les eaux, les arbres, toutes des choses qui maintiennent la trame de la vie.
"(...) Les peuples indigènes traditionnels possèdent la clef de l'inversion du processus de la Civilisation Occidentale qui nous présente un avenir inimaginable fait de souffrances et de destructions. La spiritualité est la forme la plus haute de la conscience politique. Et nous, peuples indigènes de l'hémisphère occidental, nous sommes, dans le monde, parmi les détenteurs vivants de cette forme de conscience."

Je ne suis pas en mesure d'expliquer avec précision ce qu'est la spiritualité. Cependant, je sais qu'elle est la conscience du droit à l'existence de tout ce qui se trouve dans la nature, la conscience de la nécessité d'une approche de la vie chargée d'humilité et de gratification. Non pas pour posséder, non pas pour gouverner, non pas pour transformer mais pour vivre en harmonie. C'est la conscience de l'être. Le matérialisme est la conscience de l'avoir.
Je rapporterai maintenant quelques citations tirées de Spartaco, une contre-histoire de l'antiquité écrite par Michael Gennet. Elle est basée sur les récits traditionnels des Bohémiens: "Les racines de l'exploitation et de l'oppression dans la civilisation occidentale, de la tradition impérialiste de l'esclavage: des collectivités nomades de chasseurs et de cueilleurs deviennent sédentaires après avoir atteint un degré élevé de spécialisation et de socialisation lors d'un processus de développement qui a duré des millions d'années à partir du singe anthropomorphe. Ceci plus particulièrement au Proche-Orient, vers la fin de la glaciation, où l'on connu une période de carence de gibiers et de terres. La crise est surmontée, les femmes découvrent l'agriculture, la population se multiplie. L'espace disponible se réduit, l'agressivité augmente. Vers l'extérieur: contre les voisins et les étrangers; vers l'intérieur: on établit une division hiérarchique entre la femme et l'homme. Durant la période nomade, le groupe était équilibré, chacun avait sa place. Hommes et femmes avaient les mêmes droits et se partageaient le travail. Il existait une hiérarchie basée sur les capacités de chacun. Il y avait un chef, le meilleur chasseur, mais il n'avait pas de droits sur les femmes. Bien qu'il s'agissait d'un système matriarcal où les enfants descendaient de la mère, et le père était le plus souvent inconnu, les femmes n'avaient aucune suprématie.
"Cette situation est restée inchangée pendant des millénaires. A peine les nomades devinrent sédentaires que l'équilibre fut rompu. Les femmes prirent le pouvoir, elles effectuaient les travaux et nourrissaient les enfants. Les hommes consommaient les provisions ou se promenaient en prenant la chasse comme prétexte, malgré que le gibier devenait rare. "Le matriarcat libre des tribus des chasseurs nomades se transforma en matriarcat répressif, première phase de la dégénérescence de la communauté originale.

"Les femmes choisirent un seul homme qui devait s'occuper de procurer de la viande et qui pouvait être chassé s'il n'effectuait pas son devoir. Ceci contraint les hommes à des efforts majeurs. Ce fut le début, lentement niais pas partout, d'une espèce de monogamie, le premier pas vers la famille "moderne". Le matriarcat répressif abolît le "mariage de groupe" en creusant ainsi sa propre tombe.
La vie sédentaire limite l'espace vital et restreint la pensée. Les premiers petits bourgeois apparaissent. Les récoltes sont sujettes aux intempéries et leur destruction est bien plus grave qu'une chasse sans succès. La peur apparaît et de cette peur naît la religion; à la place des sages et des anciens sorciers, connaisseurs de plantes et d'animaux, une caste de prêtres se forme. Les confréries mâles - instruments des prêtres - deviennent aussi puissantes que les guerriers ou les chasseurs de têtes. Les premiers sacrifices humains pour la terre et la fécondité apparaissent afin que les prêtres puissent cacher leur propre impuissance. Ils agressent d'abord les étrangers puis s'attaquent aux jeunes, aux femmes et aux enfants.

"Lentement, mais inexorablement, les hommes prenaient le pouvoir dans les clans. Le respect de la femme découlait de sa position économique, mais l'homme avait conquis le pouvoir politique et spirituel. Ce nouveau pouvoir était assuré par l'alliance entre guerriers et clergé alors que les femmes continuaient à travailler dans les champs, non plus en tant que paysannes libres mais comme esclaves de l'homme ! Quand l'homme s'aperçut de l'intérêt qu'il tirait de l'exploitation du savoir faire des femmes... il en voulut plus d'une ! Plus de femmes, donc un meilleur niveau de vie ! Ce fut dès lors le commencement d'une concurrence entre mâles: ils combattirent entre eux pour conquérir les esclaves. Le survivant devenait le maître des paysannes. Ainsi naquît le patriarcat polygame. Plusieurs savants s'efforcent de prouver la responsabilité du matriarcat dans les sacrifices humains, alors que c'était l'oeuvre du clergé et des confréries des hommes. C'était eux les vrais bourreaux. Cependant, certaines croyances demeurent jusqu'à nos jours... Les femmes sont considérées comme perverses, cruelles et assoiffées de sang... Mais l'histoire a été écrite par les vainqueurs. A l'époque, tout comme aujourd'hui... il y avait distorsions, mythes... des bouchers qui déchargeaient leurs crimes sur des victimes sans défense. "Le patriarcat fut la deuxième étape de la décomposition. Le processus historique qui suivit ressemble au développement de la syphilis à partir de la gomme syphilitique. La domination du patriarcat créa les bases du pouvoir individuel, de la richesse privée et de l'oppression étatique. Au début c'était le clergé qui vivait sur le travail d'autrui et qui administrait la propriété du clan".

Il ne restait qu'à créer la loi afin d'éliminer la justice. Là, les nomades réagirent, ils commencèrent à pratiquer l'élevage des bovidés, des chèvres, des cochons et à se lier d'amitié avec les chevaux et les loups. Ils devinrent bergers. Ils apprirent à manier le feu et le métal, ils devinrent plus mobiles et les races se mélangèrent. Le collectif, la parité de droits entre les hommes et les femmes et la liberté se renforcèrent dans une société capable de progrès.
Ainsi, deux modèles de société s'opposèrent. La communauté originale se partagea en deux. D'un côté, la sédentarité, la propriété privée, les frontières et une société de classes, de l'autre, le nomadisme, le communisme et l'abolition des frontières... la terre appartenait à tous et à personne. Les esclaves de Dieu s'habituèrent à vivre du travail d'autrui, le besoin de luxe et de mains d'oeuvre augmenta, les nomades furent capturés et la grande chasse à l'homme commença. Le savoir-faire des ferblantiers et autres artisans ainsi que le travail des esclaves permettèrent le développement des "grandes civilisations" dont l'histoire, comme celle des Assyriens, des Egyptiens, des Romains et leurs classes dirigeantes, a été écrite. Depuis, on a connu l'impérialisme, l'expansion, lu. colonisation, les génocides, la politique des terres brûlées... des romains en Italie aux américains au Vietnam et au Salvador. La situation actuelle est le résultat de ce soi-disant "progrès", basé sur le maintient, le développement et la sanctification du pouvoir et de l'imbécillité politique, économique, technologique et écologique. Un document public dans les entrailles de cette bête féroce impérialiste, les USA, nous rappelle où nous en sommes: non

seulement nous avons atteint le point critique, mais nous l'avons peut-être même déjà dépassé. Ce document s'intitule *Global 2000* (2) il a été écrit par les gourous de la science.

Il était une fois la révolution... du capital. Les mots d'ordres étaient: liberté, égalité, fraternité. Il en découlait la liberté... du capital alors que l'appareil du pouvoir, la bureaucratie et la police restèrent intacts afin de préserver leurs dominations sur le peuple. Je ne sais pas si le concept même de nation demeura ou s'il fut créé à cette occasion. Quoi qu'il en soit, il a sûrement été l'élément essentiel de la naissance du militarisme. A l'époque, tout comme aujourd'hui, la démocratie parlementaire servait à créer un consensus autour de certaines marionnettes du capital, à asservir les groupes ethniques, sociaux et économiques, à nier l'autonomie et les droits aux minorités. L'élection des gouverneurs par les gouvernés n'est qu'une formalité technique. Le système démocratique, comme tous les systèmes gouvernementaux, se base sur le fait que, tant que le travail reste aliénant, c'est-à-dire conçu pour le profit et la gloire des puissants, les activités sociales indispensables à la survie de la société sont exercées uniquement de manière coercitive. Cela signifie que la démocratie restera une fraude tant que la richesse, la propriété privée et la propriété de classes existeront. C'est une réalité bien connue. Les expressions "de toute façon le gouvernement fait ce qu'il veut" ou "qui paie commande", la participation aux votations et d'autres indices encore, démontrent que le peuple - dit "souverain" lorsqu'il respecte l'ordre établi, "racaille" quand il se défend - sait ce qu'il se passe dans un État "libéral".
La recherche sociologique de H.P. Kriesi sur les rapports de pouvoir en Suisse, dont une partie a ère publiée dans la revue Tell, rapporte ce qui suit: en Suisse, de 1971 à 1976, les principales décisions politiques (comme le paquet de lois financières, la loi sur la planification du territoire, la révision de i'AVS ou les articles conjoncturels) furent élaborées par 1224 personnes, 171 groupes et décidées essentiellement par trois cents personnes. La plus haute instance politique, le Parlement, n'est qu'une farce. Une enquête menée au sein de l'élite dominante a montré que pour les décisions politiques, ce qui est déterminant n'est pas le vote parlementaire ou celui du peuple, mais plutôt l'élaboration du projet, la procédure de consultation et l'examen en commission qui s'en suit. Dans les assemblées décisionnelles, ce sont bien évidement les représentants des banques, du patronat, des associations de commerçants et d'agronomes qui prédominent. L'élite au pouvoir est formée à 80% d'académiciens, dont la moitié sont des avocats, tous issus de bonnes familles de la haute bourgeoisie. Vingt-quatre fils d'ouvriers et trois femmes seulement ont réussi à escalader la pyramide du succès. La recherche de Kriesi a également montré la prédominance des libéraux-radicaux au sein de la formation bourgeoise. Leur prépondérance n'est pas seulement numérique mais aussi qualitative, du fait qu'ils occupent des postes clés dans les associations patronales, au Département Fédéral de l'économie publique et dans les commissions. La position clé des libéraux-radicaux revêt une importance particulière si l'on songe au fait que leur domination est caractérisée par des positions définitivement de droite. Le centre du système est ainsi conditionné par des intérêts relativement extrêmes. Le caractère réactionnaire de la politique vise à créer des situations prédéterminées qui excluent la possibilité de recourir à de vraies alternatives. Dans sa recherche, Kriesi s'est penché uniquement sur l'élite politique. Il suffit de consulter les listes de participations et de mandats dans les conseils d'administrations pour vérifier l'influence sociale des grands industriels, des Schmidheiny, des Buhrle, de la chimie, des S.A., etc.
Le rôle de la place financière suisse, comme coffre-fort des escrocs, des exploitants, des fraudeurs du fisc, comme point de rencontre de la spéculation internationale et des manigances politiques, est connu par tout les pays en voie de développement à qui on présente des projets humanitaires. En réalité, ils servent de couverture pour les commerces lucratifs des entreprises telles que Sulzer en Argentine, le projet Sari au Brésil, Motor Columbus, etc...
La haute finance suisse, accompagnée par les représentants des États-Unis en Europe et ses collègues de l'Allemagne, entend continuer l'exploitation des anciennes colonies européennes, pillant et asservissant les pays du tiers-monde. Ces soi-disant projets humanitaires saignent des

continents entiers par le trafic d'armes, les interventions militaires, les capitalistes indigènes, les fascistes, par les grands propriétaires terriens mafieux. En Afrique, en Asie et en Amérique du Sud, des peuples entiers se font assassiner. Tout est licite: du lait en poudre Nestlé (3) pour les nouveau-nés au napalm et au DDT. Le Fond Monétaire International ne concède des crédits que s'il y a des perspectives de profits élevés. Il finance l'implantation d'industries à technologies complexes dans les pays où l'on travaille pour des salaires de famine, où il n'existe pas de protection de l'environnement et où l'on peut s'accaparer les matières premières à des prix minimes. Beaucoup de nations sont rendues dépendantes économiquement, politiquement et militairement par le taux élevé des dettes extérieures. Des multinationales agraires occupent d'immenses étendues pour produire en monoculture des produits
agricoles destinés aux pays les plus riches. C'est grotesque si l'on pense que nos frères et soeurs là-bas se tuent au travail et meurent de faim, pour satisfaire notre envie de luxe, des biens superficiels tel que le café, le cacao, les bananes et la viande à volonté, pendant que la terre se dessèche et leur misère s'accroît. C'est grotesque si l'on pense au gaspillage d'énergie alimentaire pour engraisser le bétail destiné aux abattoirs pour satisfaire nos envies de biftecks.
Mais le Moloch se heurte à une résistance toujours plus efficace. Les pays du tiers-monde commencent à refuser de nous fournir, pour presque rien, leurs précieuses matières premières. Ils cherchent à développer des structures économiques autonomes qui demandent un travail intensif. Ils balayent les occupants impérialistes et les corrompus des régimes parasitaires à la solde des nations industrialisées (Vietnam, Cuba, Nicaragua). Dans les villes et les forêts des partisans se battent contre le racisme et pour les libertés culturelles, sociales et religieuses (El Salvador, le peuple Sahraoui, l'Erytrée et beaucoup d'autre). L'OPEP contraste le monopole spéculatif-financier de l'occident. Le contrôle et l'influence de l'impérialisme sur le tiers-monde tend à diminuer, la devise mondiale est affaiblie et les grandes commandes disparaissent. Les buts principaux de l'impérialisme et du capital sont le déplacement des richesses du Sud au Nord et la croissance illimitée. Pour atteindre leurs buts, ils soutiennent les régimes fascistes, les trafiquants de drogues et encouragent le réarmement massif, les dépenses militaires, les armes nucléaires et la militarisation de la société. Le dispositif nucléaire de l'Occident doit être renforcé pour que les pays de l'Est restent tranquilles. Les territoires occupés, appelés "sphères d'influences", doivent être conservés coûte que coûte. Le résultat de ce mode de pensée est connu: des armes pour détruire le globe terrestre entier, une bombe à neutron et des exercices de l'OTAN qui prévoient la destruction nucléaire de l'Europe. La mort nucléaire est devenue une menace quotidienne. il suffit de penser aux accidents des réacteurs de centrales nucléaires, aux pannes d'ordinateurs, aux bombardiers portants des bombes atomiques qui se sont écrasés...et en attendant, en avant avec la construction de nouvelles centrales. Ces machines mortelles nous sont imposées avec comme prétexte les places de travail, des statistiques fausses et un gaspillage énergétique sans vergogne. Nos gouvernements sont en train de se préparer au cas où leur système d'exploitation du tiers-monde aurait des problèmes, au cas où le peuple, pour une fois, ne serait pas disposé à tout subir. Ils savent qu'alors même chez nous une révolution serait probable. D'ailleurs, des signes prémonitoires sont déjà visibles: les révoltes de jeunes, les grèves, les guérillas urbaines. La contre-révolution préventive est déjà en marche. L'ordre public et la protection des centrales sont des prétextes pour combattre les "terroristes". De temps à autre, un de ces "terroristes" devient subitement, pour la presse bourgeoise, un premier ministre honorable, comme Robert Mugabe au Zimbabwe. La répression préventive et la transformation du masque libéral en fascisme rampant sont régies par des méthodes d'emprisonnement américaines, en éliminant le concept de "délit politique" et par conséquent celui d'asile politique; tout cela sous la pression de la R.F.A.
Je pense qu'il est superflus de s'exprimer sur les quartiers de haute sécurité et sur la situation des prisons en général. Tous admettent, des Brigades Rouges en Italie jusqu'aux couches étendues de la bourgeoisie, que la fonction de l'isolement pour laver le cerveau et anéantir le détenu fait partie du dessein global du capital, renforcer son pouvoir à travers l'intimidation.
Quant aux conditions de détention dans les prisons suisses, surtout en ce qui concerne

l'incarcération préventive, il suffit ici de rappeler les observations de Rolf Binswanger dans le rapport de la section suisse d'Amnesty International.
L'accord sur l'antiterrorisme a été signé en 1977 par dix-sept états européens. La R.F.A. voudrait faire passer une proposition similaire au sein de l'ONU mais se heurte aux réticences des pays du tiers-monde. Le Conseil de l'Europe se transforme en organe policier et le renforcement des structures répressives de chaque État devient une nécessité inéluctable. L'accord a été amélioré pendant les conférences sur la sûreté du Conseil de l'Europe sous les applaudissements des ministres, Furgler inclus. Entre temps, surtout pendant la période de l'enlèvement de Schleyer, les réunions secrètes des polices politiques italiennes, suisses et ouest-allemandes se multipliaient et on négociait les conditions. Une convention relative aux extraditions, qui limitait déjà considérablement la notion de "délit politique", existait même avant l'accord antiterroriste. Mais comme par hasard cette convention exclut l'extradition pour des raisons fiscales: la liberté des patrons et de l'argent est largement protégée!
De plus, Interpol est renforcé. Un document écrit par l'Initiative Russel de Zurich (groupe de travail "Détenus politiques"' [4]) sur la situation en R.EA. et du rapport RFA-Suisse, nous informe à propos de l'Interpol: "122 Etats adhèrent à l'Interpol. Les contributions les plus élevées sont versées par les États-Unis et par la R.F.A.. Interpol est fondée en 1923 à Vienne. A partir de 1938 elle opère sous direction nazie, bien qu'officiellement elle n'existe pas entre 1939 et 1946. Après la guerre, l'ancien chef de la police politique d'Hitler en Belgique en devient le président et garde le poste jusqu'en 1956. Celui-ci continue une activité amplement appliquée pendant la guerre en utilisant des fonds nazis. En outre, les Américains fournissent à Interpol les fichiers saisis pendant cette période. Par la suite, la prédominance de noms juifs dans ces archives sera justifiée par leur penchant spécifique pour les activités délictueuses qui demandent de l'astuce et du génie ! Dillon, un des artisans de la CIA, exerce une grande importance au sein des activités d'Interpol. Ensuite, Agostino Lorenco, fasciste portugais et, de 1968 à 1971, Paui Dickopf ancien SS et chef du Bureau criminel fédéral allemand sont élus présidents. Sur sept présidents d'Interpol quatre étaient d'anciens nazis et trois autres des pro-nazis".
Si nous analysons de plus près l'accord antiterroriste, nous remarquons que le droit à la protestation contre l'oppression est aboli de même que le recours à des droits légitimes comme l'occupation de maisons, les manifestations, etc. Le pouvoir monopolistique de i'Ëtat se renforce, on accentue la centralisation de la domination capitaliste. Les lois appliquées lors des affrontements de Zurich démontrent que la répression ne touche pas seulement la lutte armée et la guérilla, maïs aussi les grèves, les manifestations et les actions de masse qui dépassent le vote. La délation, l'espionnage et la répression des idées se répandent. A propos de l'accord sur l'extradition des "terroristes", on pouvait lire dans le Monde: "Les solutions proposées ont tendance à abolir, la catégorie de "délit politique". Et déjà nous nous trouvons au-delà des conceptions libérales. En effet, pour combattre le terrorisme, on crée des institutions répressives totalement contraires à l'esprit de cette civilisation libérale qu'on déclare vouloir défendre. Le fait de ne pas vouloir reconnaître le délit politique en tant que tel est le reflet d'un comportement typiquement totalitaire.
Il a été dit au Conseil National: "Nous devons agir avant qu'il y ait des morts". A ce propos, voici quelques considérations. Nous pouvons calculer qu'environ 1% de toutes les victimes des dits crimes sont victimes du "terrorisme". 1% de toute la population occidentale détient plus d'un tiers de la richesse. Dans le premier pourcentage nous retrouvons beaucoup de membres du deuxième (ou leurs esclaves). Voilà pourquoi les puissants ont peur ! Voilà pourquoi la marge de liberté diminue ! Les puissants craignent pour leur vie, leur propriété et leur pouvoir. Tous les morts de leur système, les victimes du travail, du trafic, du suicide sont au contraire qualifiés de "risque calculé", expression bien connue par certains militaires qui, en cas de danger, seraient les premiers à se cacher à l'arrière-garde. On pleure ces morts là, tout au plus en tant que perte économique. Parallèlement à l'augmentation de la répression légale, nous assistons au renforcement de la police, de l'armée, de la police fédérale, cela à travers des accords, des plans

(plan directeur "Armée 80" par exemple), des entraînements spéciaux anti-guérilla, techniques des explosifs, contre-révolution. Le Ministère Publique de la Confédération, créé sous la pression de Bismarck pour combattre les socialistes, est une filière du BKA allemand. Pour ne pas parler des fiches...
Sur le plan de la politique économique, et en réaction au cycle de luttes ouvrières de l'après-guerre (en particulier contre la révolte de niasse dans les métropoles à la fin des années soixante qui, en bâtissant un vaste front de solidarité avec le tiers-monde, représentait une sérieuse menace à la répartition capitaliste du monde), on procède à la centralisation du capital dans l'axe USA, R.F.A. et Japon. En Europe, le capitaliste d'un pays "instable", c'est à dire d'un pays où le conflit de classe est accentué, investit son capital, son revenu, en eurodollars, en devises allemandes ou suisses. Le franc suisse et le mark se retrouvent donc renforcés avec des conséquences négatives pour l'industrie d'exportation. Bref, on provoque une récession artificielle donc les conséquences pèsent sur l'émigration. L'expansion devient ainsi une fonction de l'exportation du capital, des investissements et de la production à l'étranger. Il en résulte la monopolisation des marchés internationaux et la couverture de l'exportation par l'immense patrimoine des capitaux en fuite. Ce qui permet, pour prendre l'exemple de la mafia des multinationales chimiques suisses, de vendre en Colombie leur Librium à un prix soixante fois supérieur à la concurrence. L'exportation d'installations industrielles vise surtout la Grèce, l'Espagne, la Turquie, l'Italie du sud et le Portugal. Mais une indusrrialisation accrue entraîne la lutte des classes et rend donc ce secteur d'exportation moins attrayant. La nécessité d'exporter le système de contrôle social et de répression, avec les installations, s'impose. Pensons à la Turquie, à l'entrée de la Grèce dans l'OTAN. La concentration du capital et la répression de la résistance sont les moyens de destruction de l'autonomie ouvrière et de l'indépendance. Les différents gouvernements deviennent parties d'un unique gouvernement. Il s'agit de déplacer le centre de commande du capital hors de la portée des révoltes des jeunes, de la Résistance, de la lutte ouvrière. Pour les cas extrêmes, l'OTAN se tient prêt à appliquer des plans d'invasion, comme par exemple en Italie. Le capital doit se charger de tenir sous contrôle toutes manifestations vitale de la société. Pensons aux questions posées lors des recensements nationaux, aux formulaires des caisses maladies... pensons au développement de l'informatique, à la sectorisation et à la rationalisation des industries, des procès, etc. A l'intérieur des stratégies globales du capital, même l'urbanisation devient un moyen de contrôle et de division. Division de l'espace en zones ouvrières et résidentielles. Division en zones de travail, de consommation et de loisir. On a donc besoin d'être toujours plus mobile. Le trafic privé s'étend et la consommation d'énergie augmente. Une planification rationnelle facilite la gestion du patrimoine: c'est une logique militaire, géométrique et morte. Par leur politique de démolition, de.rénovation, des prix et du logement, les patrons complètent les plans d'encerclement définitifs des prolétaires, des rejetés de l'insensé tourbillon de la production/consommation, jusqu'à la criminalisation. Ce tourbillon représente le cauchemar quotidien des rythmes battus du besoin du profit, de l'aliénation, du stress, de l'isolement. Dès qu'on échappe au travail à la chaîne, au forfait, à l'ennui et au stress du bureau, la course poursuite pour la satisfaction de nos besoins commence. Manger, procréer, s'amuser. Les obstacles à la satisfaction de besoins toujours plus factices s'appellent argents, fatigue, temps, distance géographique et humaine. C'est là que commence la Grande Liberté, c'est à dire la souffrance causée par la renonciation aux besoins les plus importants, les rapports interpersonnels: entre les parents et les enfants, entre les hommes et les femmes, dans les groupes. Nous avons la liberté de remplacer la satisfaction de nos propres désirs par l'orgie de la consommation de biens superflus. L'amplitude et les conséquences de la violence contre l'âme et le corps dus au mécanisme infernal de travail/consommation/loisir sont les soucis quotidiens de notre vie. Nous avons peur d'être licencié, de la bombe atomique, de perdre la propriété privée, notre identité. Nous retrouvons d'ailleurs ces même peurs dans les statistiques des causes du suicide, des accidents, des maladies et des divorces. La consommation de drogues légales et illégales, la violence contre les femmes et les enfants doivent être attribuées

à la recherche d'une évasion de ce système de contrôle total, de destruction pour le profit de quelques uns.
Si nous ne prenons pas en compte le niveau actuel de manipulation de la population, il est difficile de comprendre pourquoi nous ne nous rebellons pas, pourquoi on ne balance pas un coup de pied au cul à toute cette mafia au pouvoir. L'endoctrinement et l'apprivoisement à l'obéissance commencent par l'éducation en famille. Le nouveau-né est réduit à un être apprivoisé, un état d'autant plus apprécié car il requiert moins de temps et d'attention et crée donc moins de conflits. Puis suivent les années du système de la carotte et du bâton et l'enfant est encore plus moulé dans le système...
Sa propre volonté, ses désirs, ses besoins sont inhibés par une éducation autoritaire imposée par des parents esclaves de la production. La sexualité et le plaisir ludique sont réduits à des psychopathologies dû à une morale erronée et à des faux concepts d'hygiène. L'enfant est mis en cage pour que les voisins ne soient pas dérangés, pour que les parents puissent vivre en toute quiétude, ou juste pour le protéger du trafic et de la pollution. A l'école, l'endoctrinement continue par l'enseignement de faux concepts historiques et par un savoir notionnel, faisant peser sur l'enfant une pression constante de rendement, la même qu'il rencontrera, par la suite, dans le monde du travail.
Dans cette course à obstacles, c'est parfois la peur de l'autorité, des fois la crainte de l'échec qui nous font bouger. A travers la famille, l'école et l'instruction, nous nous transformons en pions pour l'économie et en chair à canon. L'individualité sociale, c'est-à-dire le développement d'une personnalité susceptible d'aimer et d'être aimée est réprimée. L'origine de la solidarité et de la collectivité est trop néfaste pour la morale dominante basée sur le concept du "diviser pour mieux régner". Les journaux, la radio, la télévision et les relations publiques visent avec leurs manipulations psychologiques à former dans les cerveaux l'acceptation sans critique de la surconsommation, des aliments
sophistiqués, des médicaments inutiles et des idées bourgeoises. Selon les besoins, ceux-ci diffusent des concepts d'ordre et de tranquillité ou bien de peur et d'infamie. Ils cachent la vérité, diffusent des diffamations et se taisent face aux intérêts totalitaires de leurs commanditaires.
Résistance et contre-violence: la protestation se développe alors en conséquence. Mais on sait bien ce qui arrive aux journaux et aux journalistes infidèles au pouvoir: ils attrapent la "cincerite" (5) ou crèvent desséchés par le boycotte des annonceurs. Voilà comment on obtient avec habileté la consommation, la contrainte et le conformisme, en d'autres termes l'esclave modèle, obéissant, producteur et qui s'identifie, de surcroît, avec son oppresseur. L'opposition social-démocrate et les syndicats ont été, au fil du développement de l'État social et de l'économie capitaliste, parfaitement intégrés dans le système et donc rendus inoffensifs. La discipline prussienne et la confiance aveugle dans les autorités sont deux prémisses nécessaires pour la force économico-politique et pour la stabilité intérieure. Celles-ci sont à la base de la concentration du capital et du pouvoir. La R.F.A. et la Suisse semblent prédestinées à jouer ce rôle. Le modèle de développement des trusts et des multinationales monopolistiques correspond au modèle nazi (IG Farben, Krupp, etc.). Il n'y a donc pas de quoi s'étonner de trouver des momies nazies poussiéreuses parmi les dirigeants. On trouve des analogies préoccupantes dans des secteurs comme la médecine, l'urbanisme et le contrôle des citoyens. Qui sait quand on en reviendra à l'apogée des lois d'exception, aux camps de travail? Qui sait quand tel ou tel autre ouvrier, peut-être même celui qui aujourd'hui souhaite l'internement à vie de la jeunesse de Zurich en révolte, finira à son tour enfermé dans un camp de travail? Il est en tout cas peu probable que tous Ses prolétaires puissent aspirer au poste de chef d'escadron des S.A. ou de gardien d'un camp de concentration.
Les mouvements pacifiques de protestation et les manifestations s'enlisent face au monopole de la violence de l'État, se bloquent face à la police et se perdent dans les rouages de la bureaucratie et du parlementarisme; les alternatives sont récupérées en argent comptant par l'industrie et revendues ensuite comme exemple de la pluralité du système. Stratagème souvent utilisé par les

politicards. Trop d'idéalisme et de bonne volonté sont gaspillés dans la lutte contre les systèmes. En vivant sur des bases de légalité, chaque être humain est impliqué et co-responsable des exigences fonctionnelles, politiques et économiques du système d'esclavage et d'oppression. C'est un acteur victime ou coupable, selon son rôle dans la société, des multiples conséquences de cette folle machine. L'individu qui saisit le totalitarisme inné dans le projet et la pratique du capital, qui en comprend les retombées et en prévoit donc le développement catastrophique, devra, à un moment donné, en arriver à la conclusion qu'il est nécessaire de lutter. Il ne suffit pas de gueuler et de pleurer contre la construction de centrales nucléaires, parce que des millions de personnes meurent de faim, quand l'État de droit se révèle être une farce... Il ne suffit pas de se raconter des théories révolutionnaires et laisser la poussière ensevelir des bibliothèques entières de textes de Marx, Lenin, d'écologie, de critiques et d'analyses. Il ne suffît pas non plus de filer à la montagne ou en Inde, la pourriture te rejoint partout... Finalement, les petites stratégies pour calmer ta conscience rendent service aux patrons.

On en est arrivé au point de lutter pour la survie, la dernière possibilité qui reste sur terre, du moins pour "l'Homo Sapiens". Concernant l'attentat: pourquoi viser la centrale Sareilli le jour de Noël? D'abord pour des raisons de sécurité. Ensuite en solidarité avec Jésus, le conspirateur, le nomade, le révolutionnaire, le rebelle, le combattant partisan, qui dans te Sermon de la Montagne disait clairement: "Heureux, vous qui êtes pauvres, car le royaume des cieux est à vous ! Heureux, vous qui avez faim maintenant, car vous serez rassasiés ! Heureux, vous qui pleurez maintenant, car vous serez dans la joie ! (...) Mais malheur à vous, riches, car vous avez votre consolation ! Malheur à vous, qui êtes rassasiés, car vous aurez fairn ! Malheur à vous , qui riez maintenant, car vous serez dans le deuil et dans les larmes !". Nous

voulions manifester notre rage face à la négation d'un Jésus de l'amour, de la force, des pauvres, par une religion qui depuis deux milles ans utilise l'arrogance de classe et de race comme prétexte pour des génocides et des conquêtes; qui a ressenti l'obligation de créer l'image d'un Jésus servile, ascétique, transcendant, l'opium du peuple. Les orgies de Noël, la surconsommation, la fausseté du nom de Jésus, lui provoqueraient sûrement des vomissements, vomissements et rage ! Mais revenons à l'essentiel: l'attentat contre la centrale Sarelli doit être compris comme une protestation contre la destruction de l'environnement naturel des Grisons, contre le colonialisme de cette région par la NOK, à l'aide de leurs laquais infiltrés dans les administrations locales. Il faut le comprendre surtout comme une attaque contre une entreprise qui fait partie du monopole énergétique. Cette mafia, responsable de la construction des centrales nucléaires, veut instaurer l'État atomique, veut l'électrification complète, et donc la possibilité absolue de faire chanter la société entière. Cela ne signifie pas seulement menacer des populations et des régions entières, mais aussi transformer de manière significative le rapport travail vivant / travail mort au bénéfice de l'électrification à travers l'automatisation.

L'expropriation des riches n'est pas seulement une question de survie, mais aussi la reconquête de la richesse sociale détournée et accumulée par ceux-ci. Le refus du travail, de la vie déréglée, le vol de kérosène militaire pour nous garantir la mobilité, le refus de payer les impôts et les amendes de toutes sortes sont l'expression naturelle et logique de la lutte passive et défensive contre la prétention illégitime de l'État et des patrons de contrôler et de réprimer des êtres humains libres et autonomes. Toutes les actions citées sont des moments de lutte contre la domination de classe des patrons, dans le but de reprendre possession des richesses. Des richesses produites socialement pour la libération de nos corps et sentiments, pour la libération et le salut de notre terre, pour la survie et la vie. Il s'agit là de légitime défense et d'attaque en même temps. Nous considérons faire partie du front prolétaire et écologique mondial, même si quelques unes de ses franges devaient se détacher de nous. Nous sommes solidaire avec les peuples en lutte et avec tous les opprimés du monde, avec la guérilla métropolitaine, avec toutes les organisations, les groupes, les personnes qui, activement ou passivement, luttent pour la libération individuelle et collective. Nous faisons partie du front de résistance au capital, à l'État, à l'impérialisme et au fascisme. Si toutefois nous avions fait du tort à des gens simples, des

travailleurs et non des compagnies d'assurances, c'est qu'il s'agissait d'une situation de danger. C'est à eux que nous voudrions présenter nos excuses. La tentative de la magistrature de classe d'individualiser une contradiction du contenu politique de notre militantisme correspond à une tactique de diffamation par rapport à une révolte nécessaire et légitime. L'alerte à la bombe à la gare de Bad Ragaz à l'époque de nos attentats ne nous concerne pas. Si ce n'était pas un gag idiot, c'était une provocation voulue pour augmenter !a peur et la haine; le fait d'associer la terreur fasciste et le massacre suspect à la lutte de classe consciente a pour but, c'est connu, d'étouffer les sympathies existantes du peuple envers la résistance. Une tactique analogue au "diviser pour mieux régner" a été utilisée lors de l'instruction et sera également employée pour ce procès. Par exemple, faire ressortir la responsabilité individuelle pour des actions spécifiques, les diversités d'origines sociales, le comportement en prison et durant l'instruction, la formation et le degré de conscience. Tour ceci a été fait pour créer des divergences et pour rompre la solidarité collective. Cependant, cette tactique n'a abouti qu'en partie et pour peu de temps, que ce soit entre nous ou à l'extérieur. Il est clair que nous sommes des individus, mais ceci ne légitime personne de présenter, sur la base de son autonomie personnelle, une déclaration de dissociation. Quand il y a délation, cela sonne faux.
J'essaierai maintenant d'expliquer pourquoi je ne reconnais pas cette Cour, cette Justice, cet Etat et pourquoi je ne participerai plus à ce spectacle. Je suis un prisonnier politique! Je suis un prisonnier de guerre ! Bien que je sois anarchiste, et que je n'admette donc ni le pouvoir, ni la politique, je dois malheureusement reconnaître qu'à la politique du pouvoir du capital il faut opposer la conquête du pouvoir par le prolétariat. Notre militantisme est une politique prolétarienne, une résistance, une révolte à la guerre du capital contre l'humanité. Ce tribunal représente le capital, ses intérêts économiques, son État et sa politique de pouvoir: c'est une arme pour sa guerre. De ce fait, il n'est pas neutre, sa prétention de justice ne trouve pas de vérification objective pour les questions politiques en général. Il ne peut y avoir de justice tant que la propriété privée et la concentration du pouvoir existeront, tant que l'État existera. Il ne pourra y avoir d'égalité tant qu'il y aura la propriété privée et le pouvoir étatique. Justice et égalité ont la même signification, c'est-à-dire parité des droits et des devoirs. Ceci présuppose l'égalité des conditions économiques, c'est à dire la propriété collective, la démocratie de base, la libre fédération de collectivités.
Où il y a égalité, il y a aussi liberté de l'individu et de la société. La liberté individuelle n'est pas limitée par la liberté de tous, comme le postulent les individualistes purs, car la liberté sociale ne peut limiter la liberté de l'individu. Celle-ci ne peut exister en opposition à la liberté sociale. Par contre, l'arbitraire, qui prétend avoir des droits qui ne sont pas fondés sur l'unité sociale, n'a rien à voir avec [a liberté: ce n'est que1 du despotisme, qui se base sur la non liberté des autres; il dépend donc de la disponibilité des autres à subir le commandement et l'autorité. L'arbitraire casse l'unité entre société et individu, créant ainsi des divisions non naturelles et contraires au principe de liberté. Une confirmation de la possibilité d'un système social basé sur la libre fédération des collectivités, nous est quotidiennement donnée par le règne animal, observé grâce à l'éthologie. Il suffit d'observer les Peaux Rouges ou de fouiller notre propre histoire. Aujourd'hui encore, il existe oes traces de formes antiques de liberté, même dans la structure sociale suisse. On trouve encore des modèles de démocratie de base et des restes d autonomie. Coopératives, pâturages communs, alpages, qui sont cependant toujours plus soumis au désir ardent de richesse individuelle et à la nécessité d'expansion, surtout dans le secteur agricole. On soustrait au paysan pauvre la possibilité de subsister. A cause du système de travail des terres toujours plus onéreux, le territoire devient propriété des banques. Celui qui a goûté à la saveur de la liberté et qui l'a choisie comme amante, ne se la laissera pas arracher. Il combattra le signe le plus tangible de la violence que l'homme exerce contre lui et contre la nature: les montagnes d'ordures et de poisons qui contaminent le territoire et nos esprits violentés. Il combattra ceux qui produisent cette ordure et ce poison. H se rendra compte que l'homme est libre si la société l'est aussi; qu'une société libre ne peut être créée que par des hommes libres intérieurement. L'homme

ne peut être esclave de personne. Il sait que seul celui qui refuse d'être un maître ne sera jamais un esclave. Ceci est notre destin. Ceux qui voudraient supposer, par ces déclarations et ces nombreuses citations, que je suis un instrument dans les mains d'une personne, d'un pouvoir ou d'une idéologie, se trompent. A la base de mes convictions, de mes actions et de mon système de vie, il y a les expériences que j'ai vécues en tant que sujet de ce système, en tant qu'étudiant, bohémien, ouvrier, consommateur. Des expériences en tant qu'individu agissant et conscient dans le rapport avec les hommes et les femmes, Ses groupes et les animaux. Ma conscience est le résultat de la contemplation critique de la réalité et de ma personne. Le résultat d'une tentative constante d'analyser et d'éliminer des contradictions et des erreurs. Si j'utilise des mots d'autres personnes, si je me déclare de gauche, c'est parce que j'y entrevois le plus bas niveau de contradiction entre mon identité, mes besoins, mes sentiments et une véritable collectivité capable de survivre. J'y reconnais la plus grande concentration de points concordants entre ma personnalité et l'environnement. D'autres déclarations concernant ma personne sont inutiles, tout comme je trouve inutile de dialoguer avec le tribunal. Avec les êtres humains je suis toujours disposé à parler, même si ce sont des policiers ou des riches. Mais il faut que l'on puisse parler entre êtres humains et non pas avec des victimes de leur fonction ou des victimes d'un climat d'intolérance, de fascisme rampant, de répression, de réaction, comme les individus alignés ici en face de moi et qui s'arrogent le droit de juger. Je ne vous hais pas, mais vous êtes nos ennemis et nos bourreaux.

1 Per un risveglio délla coscienza. Messaggio degli Irochesi al mondo occidentale. La Fiaccola. Ragusa 1989.

2 Global 2000. Der Bericht an den Pràsidetnten, Frankfurt am Main 1983.

3 Muller Mike, Baby Killer, Lausanne 1975.

4 Thut Rolf el Bislin Claudia, Ausfrustung gegen das Volk, Zurich 1977, pp 223-226.

5 "cincierite": de Ernst Cincera, député au Conseil National suisse, membre la droite du parti libéral et à l'origine du fichage des opposants.

L'après-midi, l'instruction qui durera un jour et demi, commence. Le mercredi, le procureur Padrutt fait sa plaidoirie et demande respectivement des peines de neuf ans, de six ans et demi et de trois ans et demi, ainsi que des dommages-intérêts pour un montant de 750'000 francs chacun, à charge des deux inculpés principaux. Puis la parole passe à l'avocat d'office de Marco Camenisch. Voilà quelques passages de sa plaidoirie. (1)

"(...) Ici, sur le banc des inculpés, nous ne trouvons pas seulement des fautes et des fautifs, mais une vision du monde. Je ne crois pas devoir souligner que cela est d'autant plus vrai pour mon client. C'est celui qui exprime avec le plus de lucidité son antagonisme, celui qui s'expose, qui attire le plus l'attention de l'accusation. Mais sur le banc des inculpés, il n'y a pas que leur vision du monde, mais aussi notre monde, notre système social. L'affrontement entre les autorités judiciaires et ma défense est l'affrontement entre deux différentes visions du monde, deux différents modes e: conceptions de vie qui s'excluent, entre lesquels il n'y a plus aucune compatibilité possible. Ma tâche de défenseur devrait être celle de médiateur entre les deux parties. Il ne s'agit indubitablement pas d'une tâche facile, puisqu'en tant qu'avocat d'office, il est clair que je représente les intérêts de l'accusé, alors que je fais partie d'un système de procédure pénale qui se déroule selon les règles de ce système juridique et social. (...)
"Marco nous est présenté comme un criminel insensible et sans pitié, comme un danger pour l'ordre et la justice, on ne veut pas voir qu au contraire, c'est justement sa sensibilité qui l'a amené à ouvrir les yeux sur les injustices du monde. Avec ses qualités intellectuelles et sa condition familiale, Marco Camenisch aurait pu entreprendre une brillante carrière sociale. 11 n'a pas voulu saisir cette possibilité. Au fil d'un long processus de prise de conscience, il a mûri la conviction de ne plus pouvoir accepter notre système, d'où le sentiment d'hostilité envers nos institutions. Si nous analysons de plus près les raisons de cette hostilité, ce qu'aurait du faire le procureur aussi, nous nous apercevons que derrière cette hostilité on trouve une attitude humaine positive, un sens profond de la valeur de la vie. Contre quoi la révolte de l'inculpé est-elle dirigée? Le 2 juin 1980, il écrivait au Juge instructeur Grob: "En aucun cas je ne pourrais reconnaître de légitimité à un système normatif et à une morale qui justifient, encouragent, présupposent, sauvegardent systématiquement et avec tout les moyens de répressions, un système économique, criminel, assassin, suicidaire et fratricide." (...). Marco Camenisch ne conteste donc pas l'ordre en soi, mais un système normatif qui, de son point de vue, ne respecte pas les exigences et la dignité de l'homme. Franchement, qui d'entre nous pourrait affirmer que le monde où nous vivons ne présente pas aussi des aspects inquiétants menaçant notre existence même? Qu'on me consente de rappeler quelques uns des grands problèmes auxquels nous sommes confrontés: la destruction de l'environnement, la pollution, la spéculation immobilière, la menace de l'armement, l'holocauste routier, le racisme, la violence contre les femmes, les mineurs et les plus faibles en général. Au fond, ce sont tous des attentats à la dignité de l'homme, aux droits de l'homme, que notre système judiciaire ne réprime pas ou réprime de façon insuffisante. Si, en plus, nous dépassons nos frontières nationales, nous trouvons un monde où la guerre, l'oppression, l'exploitation, la torture, la faim et la misère sont à l'ordre du jour. A l'époque du lycée, mon client faisait partie d'un groupe d'études qui s'occupait des problèmes du sous-développement et du rôle de la Suisse dans le contexte de la politique financière et économique internationale. Je ne trouve pas étonnant que quelqu'un
perde confiance dans la politique extérieure suisse après une analyse approfondie. Beaucoup de gens se sentent menacés et craignent l'avenir. Toujours plus de personnes doutent qu'on puisse, par des moyens légaux, empêcher de façon efficace un développement qui semble nous mener inexorablement vers la destruction. Mais pas tous ont recours, ensuite, aux moyens illégaux. Sur ce point, j'aimerais être beaucoup plus concret: Marco Camenisch a décidé d'accomplir un attentat contre une structure de la NOK au moment où la centrale nucléaire de Gosgen a été mise en fonction. C'est un mystère pour personne que les centrales nucléaires comportent des risques à ce jour incommensurables. Beaucoup de problèmes sont encore en attente d'être résolus, si

toutefois ils pourront l'être un jour. Il suffit de penser au dépôt final des déchets atomiques. Un accident secondaire suffit pour rendre inhabitable des régions entières, contaminer des populations et produire des dégâts génétiques. Jusqu'à présent, jamais dans l'histoire de l'humanité, une génération a laissé à la génération suivante une hypothèque aussi lourde. "Cependant, si la procédure d'autorisation est accomplie dans les normes, la construction et l'utilisation d'une centrale nucléaire sont tout à fait légaux. Il ne reste, à la population, qu'à accepter le fait de devoir vivre dans la terreur. Personne ne sait comment empêcher, avant qu'il ne soit trop tard, l'installation de ces établissements. Personnellement, je ne pense pas que les attentats à la dynamite puissent contribuer à résoudre ce problème. Pourtant, la question des centrales nucléaires montre les limites de notre système juridique. Dans certains cas, des violations évidentes de la loi peuvent se résoudre dans l'intérêt de la société entière. Je voudrais, à ce propos, rappeler les événements clans la région de Baie. Actuellement la résistance contre la centrale nucléaire de Kaiseraugst se déroule de façon parfaitement légale, avec la participation de gouvernements cantonaux, niais où l'opposition est née d'un acte illégal, à savoir l'occupation, par un groupe d'antinucléaires, du terrain où est prévue la construction de la centrale. Aujourd'hui, dans la région de Baie, la majorité des gens pense que cette occupation était nécessaire et juste.

C'est vrai, les auteurs de la violation de domicile ont transgressé le Code Pénal, ce n'étaient pas pour autant des gens méchants ou asociaux, mais des personnes très conscientes et préoccupées par notre avenir. Le 24 mars 1980, mon client a déclaré à la police cantonale: "Je ne peux pas effacer la situation concrète dans laquelle je vis pour me réfugier dans un paradis inexistant". Tout comme il n'a pas pu concilier avec sa conscience l'acquisition de la maturité fédérale au terme d'une école élitiste et de classes, il n'a pas eu le courage de se retirer dans le monde encore intacte des Alpes comme le font aujourd'hui tant de jeunes qui ne croient plus aux valeurs et aux normes de cette société. La résistance contre un système normatif, perçu comme un instrument de tutelle des privilèges des riches, est ainsi devenu pour lui un impératif éthique qui devait nécessairement buter contre les normes de ce système juridique. Marco Camenisch est l'exemple classique de celui qui agit par conviction. Les inhibitions pour accomplir un geste après avoir pris conscience de son illicite, tombent face à l'urgence d'un engagement perçu presque comme un devoir. Quand Marco Camenisch explique les raisons de ses actes, il argumente par catégories politiques. Il utilise des mots et des concepts qu'on n'aime pas entendre ici. (...)
"La violence de mon client était ciblée contre une entreprise électrique qui, selon lui, faisait violence aux exigences fondamentales de l'homme et en menaçait l'existence même, par la construction de centrales atomiques. Les attentats ont été préparés de façon à éviter tout danger pour les passants. Le choix des objectifs et la technique d'exécution permettaient d'exclure la possibilité de blesser quelqu'un, même accidentellement. Dans l'acte d'accusation on mentionne le fait que Marco Camenisch a vérifié qu'aucune voiture ne passait dans la rue avant de déclencher la charge explosive prédestinée à endommager la centrale Sarelli. Si quelqu'un était passé par là, il aurait renoncé à exécuter l'attentat. Même les autres délits à la charge de mon client montrent que, par ses actes, il n'a jamais voulu mettre en péril la vie ou la santé d'autrui.
"J'aimerais maintenant répéter que Marco Camenisch s'est mis hors la loi
à des fins totalement altruistes, avec pour seul but la construction d'un monde plus juste. C'est pourquoi, on doit lui reconnaître les "motifs honorables" aux termes de l'art. 64 C.P.
(...) "J'aimerais dédier la dernière partie de ma plaidoirie à la question suivante: "comment doit se comporter la justice face à un auteur de délits par conviction tel que Marco Camenisch? Qui lui a fait perdre confiance dans nos lois et notre justice?". Les possibilités prévues par le Code Pénal sont limitées. En fait, celui-ci ne prévoit qu'une peine de privation de liberté qui devrait, selon l'article 37, avoir un effet éducatif sur le coupable et contribuer à sa réinsertion dans la société. Personnellement, j'ai longtemps été actif dans le domaine de l'exécution des peines et je peux dire par expérience qu'actuellement le but prévu par la loi n'est pas atteint. De surcroît, les

problèmes qui ont mené à la délinquance s'amplifient proportionnellement à la durée de la privation de liberté. Plus la détention est longue, moins grandes sont les possibilités de réinsertion.1 sociale. Dans le cas d'un coupable par conviction, qui ne considère pas devoir être réinséré dans la société - du fait qu'à son avis c'est la réalité sociale qui devrait être réadaptée à la société - l'effet de l'actuel système d'exécution de la peine ne promet pas de meilleurs résultats. Au fond, il faudrait pouvoir convaincre Marco Camenisch, comme tant d'autres jeunes qui, comme lui, remettent en cause les valeurs et les normes de cette société, que celle-ci est susceptible d'être réformée démocratiquement, avec des moyens non violents, et que même ceux qui détiennent le pouvoir dans notre pays opèrent pour l'amélioration continuelle des conditions d'existence de l'homme. Il faudrait pouvoir leur démontrer qu'au fond notre structure normative et sociale n'est pas entièrement à jeter... Il va de soi que le Tribunal, qui devra émettre un arrêt sur la base du Code Pénal, ne peut pas suivre ces indications. Cependant, il peut contribuer à baisser le seuil d'intolérance, fournissant la preuve que les principes d'équité de notre État de droit sont valable aussi pour les opposants."

Vendredi 30 janvier, le Tribunal cantonal des Grisons émet son verdict: les trois inculpés sont reconnus coupables de tous les chefs d'accusation et condamnés respectivement à dix ans, sept ans et demi et trois ans de détention, une peine plus lourde que celle requise par le Procureur. En particulier, la requête formulée par la défense d'acquitter le prévenu de l'inculpation de délit contre la Loi Fédérale sur les stupéfiants n'est pas retenue (un des inculpés avait accusé Camenisch de détention de cinquante grammes d'herbe), ni celle de rayer l'accusation de tentative de vol à main armée contre un pourvoyeur de fonds à Bale. Par contre, le troisième inculpé principal, qui avait "craché le morceau", est récompensé par une forte réduction de peine demandée par l'accusation. En outre, dans le cadre de la procédure civile du procès pénal, les deux inculpés principaux sont condamnés à 730.000 francs chacun de dommages-intérêts, à titre de réparation. Au terme de la lecture de l'arrêt, Marco Camenisch est immédiatement transféré de Coire à Regensdorf, sans même avoir la possibilité de discuter avec son défenseur d'un éventuel recours. A ce sujet, celui-ci déposera une note de protestation.

Dans le quotidien Tages Anzeiger de Zurich, un journal "libéral' à grand tirage, Kaspar Wespi écrit un commentaire sur ce verdict, où il fait part de l'étonnement de larges couches de l'opinion publique face au caractère clairement répressif de la condamnation: "I,c Tribunal cantonal de Coire a condamné à dix ans et à sept ans et demi de réclusion deux inculpés dont, objectivement, le plus grave délit est l'endommagement d'un pylône avec une charge explosive. L'arrêt du Tribunal a ultérieurement accru la peine demandée par le procureur, qui déjà prévoyait une stricte application du Code Pénal. Normalement, des peines de ce genre sont infligées en cas d'homicide ou de vol à main armée. Pour cette raison, la sentence de Coire est pour le moins draconienne. D'un point de vue purement formel, on ne peut pas ajuster les peines. Les inculpés principaux ont été accusés de plusieurs vols, association de malfaiteurs, incendie et attentats à l'explosif. Vu
l'accumulation de délits, le Tribunal aurait pu condamner Camenisch à quinze années de prison. Néanmoins, ce calcul théoriquement valable ne figure pas dans la jurisprudence de notre canton. Il est certain que si les inculpés de Coire avaient été jugés à Zurich, ils s'en seraient sortis avec, au pire, la moitié de la peine. Dans un canton peuplé comme Zurich, l'éventail de la criminalité est beaucoup plus large. Il est donc plus facile pour le Tribunal de comparer la nature et la gravité des différents délits pour arriver à prononcer une condamnation appropriée. Malheureusement, la compétence de l'autorité judiciaire revient aux cantons. Il en suit que le Tribunal Fédéral ne corrige pas les peines excessives prononcées par les tribunaux cantonaux. Dans le cadre de la justice pénale, le principe de l'égalité de traitement n'est pas respecté. Tout dépend du canton où les délits ont été commis. Une décision injuste comme celle de Coire peut coûter à un inculpé des années de prison. C'est un des aspects négatifs du fédéralisme suisse."

1 voir: Marco et René, Eine Dokumentation, Zurich 1981.

Alors que Marco Camenisch se trouve en prison, des inconnus commettent un attentat à la dynamite contre le même pylône de la NOK détruit deux ans auparavant. Cette action est faite le même jour et à la même heure.
Le 17 décembre 1981, six détenus (Catlo Gritti, Gianfranco Lazzarini, Khclef El Bussaidy, Pierluigi Facchinetti, Marco Camenisch et Mario Rosafio) s'évadent de la prison de Regensdorf. Pendant la fuite, une fusillade a Heu, le gardien Jenni est abattu et un autre blessé. D'après la reconstruction des événements, vers 17h., trois détenus qui ttavaillaient à l'atelier de fabrication de paniers s'approprient d'une échelle avec laquelle ils tentent de se diriger vers la sortie. Un détenu empoigne une arme à feu. Le chef d'équipe Jenni tente d'arrêter les détenus mais il est mortellement blesse. Un autre employé court à son aide et est blessé à son tour. Les fugitifs descendent du deuxième au premier étage où ils rencontrent deux autres détenus. Entre temps, Marco Camenisch, qui travaille à l'atelier de mécanique, quitte les lieux grâce à un permis pour une visite médicale. Cependant, il ne va pas chez le médecin et se dirige vers la sortie principale. Il attend caché jusqu'à ce qu'un gardien ouvre la porte électronique. Marco Camenisch lui gicle un liquide dans les yeux qui l'aveugle pour quelques instants. Avec le pied, il garde la porte de la cour ouverte jusqu'à ce que les cinq autres arrivent. Ensuite, à l'aide d'une échelle, ils franchissent, par le côté oriental, le rnur qui entoure la prison et fuient en direction de Poscholz. Pendant la course vers les deux voitures qui les attendent, des coups de feu sont à nouveau échangés avec les gardes. Une fois arrivés aux deux voitures, la VW Golf blanche (méfiez vous des voitures allemandes...) ne démarre pas. Tous les fugitifs doivent utiliser la petite berline noire pour ensuite fuir en direction de Altburg. Peu avant 21h., la police réussît à arrêter deux des évadés, El-Bussaidy et Fachinetti, à Zurich-AffoIten.

Par la suite, le mensuel anarchiste Azione Diretta reçoit une lettre de Marco Camenisch, publiée dans le No. 65: "Ils veulent être nos seigneurs. Nous, nous ne voulons être ni esclaves ni maîtres. C'est pour cela qu'ils nous ont enfermés, c'est pour cela que nous nous sommes évadés. C'est pour cela que nous avons risqué la liberté, la mort, l'isolement total. C'est pour cela que nous avons tué un mercenaire. Mais c'est l'État qui est l'assassin, le dresseur d'esclaves volontaires, de citoyens-soldats, de policiers et autres porteurs d'uniformes, dont certains sont des robots sans aucun instinct de conservation et qui, dans les prisons de leurs maîtres, torturent et s'opposent à la dignité humaine la plus fondamentale. Sur ordre, ils tuent par traîtrise, ils effectuent des tabassages mortels et des empoisonnements dans les appartements et dans les rues. Non content d'assassiner, l'État joue aussi le rôle de chacal. Il exploite les cadavres pour maintenir, approfondir et rétablir l'oppression, ainsi que son intériorisation. Avec succès puisque les détenus ont offert des couronnes mortuaires à leur tortionnaire mort, puisque des critiques ont été émises par le mouvement relatif à l'acte d'auto-libération et à sa date (car elle a eu lieu peu après une conférence de presse sur les conditions carcérales, convoquée par les opposants aux prisons, le 12 décembre 1981 à Zurich). Le contenu politico-spectaculaire de n'importe quelle action est systématiquement décidé par l'État en fonction de ses besoins. Nous n'en avons rien à foutre. Une action collective comme celle du 17 décembre 1981 dans {en dehors de... ah, ah, ah !) la prison de Regensdorf, peut être exploitée de manière spectaculaire, uniquement parce que parmi les évadés, il y avait des gens hautement mythifiés par l'État, des individus décidés et radicalement opposés aux bases du pouvoir et de l'esclavage, c'est-à-dire à l'argent, aux uniformes, aux lois et à l'économie. Pour l'État, cette action a été un prétexte exceptionnel pour continuer la propagande d'un de ses besoins fondamentaux; justifier, élargir, perfectionner le système carcéral, base de la répression et de l'extermination de toute expression de vie s'opposant à la propagation du cancer de l'État militaire et politique des patrons. La porcherie politique du sommet et ses infatigables portes-voix crièrent et grognèrent, sous forme de deuil et d'indignation hypocrite, leur répertoire entier de cynismes, leurs mensonges tactiques autour des

circonstances de l'action collective et autour du mercenaire de l'État répressif abattu et du mercenaire blessé. Ils sont bien conscients que la responsabilité des conséquences leur appartient, si un gardien, leur instrument d'exploitation des prisonniers, malgré l'intimation de rester tranquille, se jette sur un 38 pointé sur lui à un demi-mètre afin d'empêcher la récupération d'une échelle malheureusement absolument nécessaire. La politique, c'est le pouvoir. Notre action est politique, puisqu'elle est effectuée par des opprimés dans une société opprimée. Mais c'est en réalité un acte dans la lutte contre la politique, le pouvoir, l'État, la prison, l'oppression. Dans le cas d'une auto-libération, celui qui critique la date de son déroulement et ne comprend pas ou condamne un des nombreux - comparable et nécessaire - niveaux de lutte de libération n'a pas compris la nature de l'État, du Pouvoir, de la Politique, de la Prison, de l'Oppression. Il n'a pas compris la façon dont ils sont logiquement imbriqués entre eux, ou alors il est capable en tant que politicien de se mouvoir à l'intérieur de ces tissus. Et non pas en tant que militant contre l'oppression, même s'il est en mesure de faire des raisonnements politiques en dehors de cette logique. La libération, c'est l'action directe. L'initiative individuelle peut vivre et s'élargir uniquement si elle est radicale. Traiter et agir même avec les patrons, I Etat, l'opinion publique, les masses et les classes d'esclaves va contre sa nature et est donc autodestructeur. Liberté pour Pîerluigi (repris peu de temps après, à lui nos larmes), liberté pour tous ! Rasons toutes les prisons !"
Après l'évasion, Marco Camenisch reste clandestin pendant dix années, même si de temps à autre, il se fait entendre par ci par là... comme, par exemple, dans le numéro 1 (été 1989) du journal anarchiste Anarres, où il signe, du nom de "Spartacus 2001", un article sur les électro-stimulations et les nouvelles technologies psychédéliques (brain-machines) . Dans le n.4 du même journal une autre contribution paraît sous le titre de "Nucléaire et pas seulement".

"II est important de se rappeler que le nucléaire existe, source de danger permanent et de destruction de vies, source de souffrances atroces inimaginables. Dans la stratégie de guerre psychologique des mass-média contre la lucidité de nos esprits, ce problème est actuellement tenu à l'écart. Par conséquent, même nos mécanismes de remises en question, trop facilement manoeuvrables, ont enfoui en nous-mêmes le problème et sa portée. Les adeptes du contrôle et de la garde de ces contradictions diffusent la thèse fausse "que nous avons vaincu le nucléaire en Italie",.. Les mass-média diffusent le black-out, propagent la peur par l'atroce et réel danger de l'effet de serre, conséquence majeure de la carburation effrénée de nos pays "développés", et toutes ses conséquences infinies de ruines et de destructions.
"Ils prétendent cependant qu'il n'est pas scientifiquement certain que le climat dévasté soit une conséquence de l'effet de serre, que pour réduire la pollution (de manière néanmoins insuffisante), uniquement pour tranquilliser hypothétiquernent leurs et nos sales consciences, il faut un gouvernement mondial et que de toute manière on ne peut revenir en "arrière", etc. etc. En évitant de déployer trop visiblement le fanion rouge du nucléaire, en amalgamant leur propagande subtile avec une campagne massive pour l'ENEL (1) (voir aussi Avvenimenîi qui, sans se vendre au pouvoir comme les autres publications, n'aurait vraiment aucun avenir), ils sèment de petits articles insidieux, par ci par là et de temps en temps, ou une personne très honorable, un ministre carrément, préoccupée par notre santé et notre bien être, fait savoir que de toute façon les centrales nucléaires doivent être construites puisqu'elles serraient moins polluantes que les usines à charbon ou à pétrole. Que de toute manière elles se feront, peut être même en haute mer, par ceux qui auront le plus de navires avec le plus de missiles et de bombardiers nucléaires, où personne viendra faire chier pour un peu d'air respirable. De toute façon, nous n'avons plus besoin de la mer. Là où elle vit encore, bientôt elle mourra. On ne divulgue pas trop, dans nos organes de libre désinformation, que le trou d'ozone si bien contrôlé ne produit pas ses dégâts majeurs en nous offrant quelques petits cancers en plus, mais en détruisant les micro-organismes marins, et donc toute la vie marine déjà bien compromise. Il y a peu, le début de la fin s'est déjà manifesté sur une partie des côtes péruviennes, où des millions et

des millions de poissons échouèrent pour mourir. Ils ne diffusent pas trop la nouvelle, car on pourrait perdre l'envie d'utiliser des sprays idiots ou d'acheter le dernier frigidaire. "En France et en Allemagne, que le nucléaire soit encore d'actualité ne fait aucun doute. C'est une réelle menace, difficile à gérer pour les grands patrons en raison de la présence fastidieuse de millions de personnes autour des diverses centrales plus ou moins en fonction, qui se permettent en plus de contester un peu. Par conséquent, il faut en parler. Néanmoins, il n'y a aucun problème, car le secret militaire ou toutefois l'appareil militaire et ses troupes "spéciales" - spécialement entraînées à obéir - résolvent tous les problèmes. Dans un pays libre et démocratique occidental, les citoyens emmerdaient trop en mesurant les radiations trop élevées qui émanaient d'une centrale nucléaire à l'arrêt... Le périmètre fut déclaré zone militaire, donc recouvert par quelque chose qui retenait les informations compromettantes, mais non les radiations. Prévoir une autre solution coûterait trop cher aux pauvres capitalistes de la mafia de 1 atome. Dans une ville de R.D.A., des camarades volèrent les plans d'évacuation d'une centrale locale en cas d'accident à la Tchernobyl. Selon ces plans, le destin, en cas d'accident grave, de ces millions de joyeux prosélytes de la religion de la consommation technologique fasciste sera celui de rester par décret et "manu-militari" dans la zone interdite et d'attendre démocratiquement, pacifiquement et civilement la venue d'une mort certaine sans appel et, souhaitons leurs, la plus rapide possible. "Quelqu'un dira qu'ils voudront s'échapper. Mais ils ne pourront pas, ils diront que les troupes spéciales prévues pour cette tâche héroïque sont au service du peuple. En effet, il y aura le GSG pour garantir que personne ne sorte. Quel beau massacre planifié ! Certes, un massacre démocratique, civilisé, comme l'est le secret militaire obsessif de l'occident, au nom de la liberté de qui nous savons... Ceux qui publièrent les extraits de ces plans eurent naturellement des ennuis avec la loi... égale pour tous !

"Il est évident que Libération doit nous rabâchet les oreilles avec le silence paranoïaque de l'est encore un peu communiste. Mais pas trop, puisque maintenant on est en affaires et on partage la planète de façon très rentable. Et une belle catastrophe enseigne un peu partout comment maintenir le contrôle et le commandement sur les gens. Même si les idées claires ne manquent pas, le mot d'ordre est de toute façon: "militariser" ! En l'occurrence, celui qui emmerde trop, se tue - comme c'est arrivé à un couple de journalistes qui enquêtètent sur l'accident nucléaire à Three Miles Island - ou on le laisse mourir propre en ordre, si possible en silence (cf. les plans cités ci-dessus ou le cas de Tchernobyl), en utilisant la force brute ou la force de persuasion de l'omniprésente guerre psychologique capillaire et quotidienne des mass-média. A Tchernobyl, ils se permettent carrément de déclarer folle la population entière d'une région... Et nous, chaque jour nous tombons dans le piège, comme des cons.

"Preuve en est notre aveuglement constant et névrotique face à la destruction planétaire. Elle n'est pas toujours aussi spectaculaire et condamnable qu'à Tchhernobyl, mais elle n'en est pas moins réelle et foudroyante. Notre propre presse en est le symptôme faisant régulièrement paraître, à quelques exceptions près, ce que les journalistes
mesquins tant détestés et tant critiqués mettent à l'ordre "des jours". Ils nous rabâchent les oreilles avec l'Est, nous sommes concernés par l'Est, ils nous rabâchent les oreilles avec le Salvador, nous sommes concernés par le Salvador, ils nous rabâchent les oreilles avec la drogue...etc. C'est encore plus grave quand nous leur donnons la possibilité de nous rabâcher les oreilles, par exemple avec les centres sociaux. Souvent, nous les aidons en leurs donnant la possibilité de gérer, en nous dénigrant ou en nous soutenant, un problème qu'ils n'arrivaient pas à contrôler. "Lorsqu'ils nous rabâchent les oreilles avec un problème, cela signifie qu'ils sont en train de nous faire oublier, en ressassant des questions ou des ensembles de questions statiques et exceptionnelles, que nous, conscients et présents, pourrions devenir chaque jour les mécanismes d'opposition ou de refus du consensus réel contre leur commandement, leur contrôle sur nos esprits et nos comportements.

"En écartant soigneusement par leur propagande issue de l'obscurantisme et de la mystification de nos souvenirs collectifs (histoire, racines), le développement d'une critique globale et radicale

de ce qui est en nous (contradictions et complicité) et autour de nous, ils évitent une action quotidienne tout aussi globale et radicale.

"En effet, nous ne savons que réagir. Et en plus, qu'à des événements ou à des conditions locales malheureusement souvent insignifiantes. A quoi ça sert de manifester pour un centre social, sans agir en même temps contre la destruction avancée et galopante de la planète? C'est comme lutter pour une cabine dans un navire qui est en train de brûler et couler. Pour aller à une manifestation, il faut se déplacer, consommer de l'essence, dépenser de l'argent, polluer et risquer inconsciemment sa peau sur l'autoroute. Nous payons donc à l'Etat et à Agnelli ce qu'ils exigent et même plus.

"Nous ferions mieux d'être un peu moins cons et moins peureux. Nous devrions retrouver la faculté de penser en terme de vie, c'est-à-dire globalement, pour être en mesure d'agir quotidiennement de façon correcte envers nous-mêmes et par conséquent envers ce qui nous entoure, au lieu d'uniquement réagir, en des occasions plus ponctuelles que rares..."

1. ENEL Société nationale d'électricité.

En automne 1989, le père de Marco Camenisch meurt. Lors des funérailles, persuadée de la venue du fils, la police entoure la zone. Deux mois plus tard, le 3 décembre, à 7h45, le garde frontière Kurt Moser est tué à coups de revolver, à Brusio. La chasse à l'homme démarre immédiatement, on dit qu'il s'agit d'un "homme barbu". A ce moment, Marco, sans barbe, se trouve à Campascio où habitent sa mère Anna Berta et son frère Renato. A 8h.l5, il est invité chez les Scopacasa, des amis de la famille. Franco Scopacasa est pasteur de la communauté évangélique de Brusio, dont le père de Marco était président du conseil de paroisse. Dans la soirée, le couple Scopacasa, qui entre temps avait appris la mort du garde, conduit Marco Carnenisch à la localité de "Le Prese", d'où il peut fuir vers l'Italie. Les deux Scopacasa, accusés de complicité, ont été acquittés dernièrement par le Tribunal Fédéral d'une condamnation de trois mois de prison avec sursis infligée par le Tribunal de Brusio.
Dans la clandestinité, Marco Camenisch tisse un réseau d'amitié avec les camarades de Carrara. Le 5 novembre 1991, Marco Camenisch, dit aussi Martino, et un autre camarade, Giancarlo Sergianpietri, sont interpelles alors qu'ils marchaient sur la route de Montignoso. Voici le récit de "Martino":

"Pendant l'échange de coups de feu que j'ai provoqué pour défendre ma liberté, j'ai eu la "chance" (pour ainsi dire) d'avoir été blessé aux jambes; les munitions qui étaient dans ma sacoche, à la hauteur du ventre, ont dévié deux autres balles; je me suis rendu car mon vieux pistolet s'était enrayé. Les deux carabiniers ont cessé de tirer, alors qu'ils auraient pu continuer impunément. Une balle m'a brisé la rotuie du genou gauche; l'autre a traversé le mollet de la jambe droite, atteignant le péroné et tranchant quelques terminaisons nerveuses. La blessure au bras d'un carabinier et l'arrivée immédiate d'ambulances m'a probablement évite d'être maltraité ou exécuté par d'autres gendarmes venus sur place (...). J'ai passé trois jours à l'hôpital, trois ou quatre autres jours à l'infirmerie de la prison de Massa. Là, le médecin a refusé de m'opérer. L'intervention a eu lieu à Pise trois semaines après la fusillade et deux jours après l'hospitalisation. La clinique de la prison est équipée pour les consultations et les opérations, les spécialistes sont des médecins externes. (...) Maintenant, je me trouve dans un quartier de haute sécurité, avec une cellules pour cinq ou six détenus. J'ai fais une brève expérience du CDT à Gênes, où j'ai été emmené de force sur ordre du président de la Cour d'appel de Gênes, pour identification et pour un éventuel consentement à l'extradition. Consentement que je ne donnerai évidemment jamais. Ceci après avoir reçu un mandat d'arrêt émis par le même Président à cause de la demande d'extradition requise par la Suisse. Le mandat stipule qu'en Suisse j'ai été arrêté pour détention de "stupéfiants" et contient les accusations suivantes: homicide sur un gardien de prison, tentative d'homicide sur un autre et homicide sur un garde frontière (...). En Italie, sont retenues contre moi; tentative d'homicide, détention de deux armes à feu et de six bombes à mains. Au poste, on m'a dit qu'on allait me faire payer pour tous les pylônes d'Italie..."
Les "camarades de la Typographie" de Carrara ont publié dans l'hebdomadaire anarchiste Umanità Nova le communiqué suivant sur l'événement: "Dans l'après-midi du 5 novembre, sur le territoire de la Commune de Montignoso (Massa Carrara), une brigade de carabiniers a interpellé deux individus pour les identifier. Alors que le premier avait déjà décliné son identité, le deuxième sortit son pistolet et ouvrit le feu contre les militaires, en blessait un et se fit blesser à son tour. Les deux ont été ensuite arrêtés.
"Les journaux du lendemain, publiant les photos de deux arrêtés, nous révélèrent une surprise amère: il ne s'agissait pas de deux inconnus mais de Giancarlo et Martino, nos amis et camardes. Dans l'après-midi du 6 novembre, les locaux de la Typographie et l'appartement adjacent furent fouillés par des carabiniers qui recherchèrent des armes et des explosifs. Trois camarades de la Typographie furent emmenés au poste et relâchés avant minuit, aucun élément d'accusation n'étant retenu. Nous avons appris qu'au moins trois autres perquisitions ont été effectuées, dont une dans l'habitation et l'atelier d'un camarade de Bergame, "coupable" d'avoir fourni un plan

avec les indications pour rejoindre sa nouvelle maison.
"Martino fut trouvé en possession de deux pistolets et de bombes à main rudirnentaires. La presse locale a immédiatement publié les circulaires relatives à l'écoterrorisme et au terrorisme international: il semblerait que Martino soit Marco Camenisch, un camarade suisse clandestin depuis son évasion de la prison de Regensdorf en 1981. Pour le moment, le mouvement anarchiste paraît épargné par un improbable, mais néanmoins toujours possible, complot mega-fanta-terroristico-intérnational, mais cela n'exclut pas que les grosses têtes "affectées" à cette tâche ne travaillent pas dans ce sens.
"Nous ne sommes ni des juges ni des tuteurs de l'ordre. Nous ne sommes pas intéressés par les détails des vicissitudes qui ont mené Giancarlo et Martino, partis de situations bien différentes, à réagir - du moins l'un d'entre eux - avec fermeté et détermination face à la situation de contrôle passif à laquelle nous sommes soumis chaque jour. Il ne faut pas oublier qu'il s'agissait d'une interpellation de deux individus qui se baladaient tranquillement. Mais nous avons connu et apprécié Giancarlo et Martino pour leurs idées et leur humanité, reconnaissant en eux des camarades; nous n'allons pas les renier maintenant, bien que conscients du fait que cela peut comporter le risque d'un complot contre nous et le mouvement, qui ne se reconnaît ni dans la société de domination, de contrôle et d'exploitation, ni dans la culture autoritaire, liberticide et assassine de tous les Etats."
Le Corriere della Sera du 12 novembre 1991, rapportant la nouvelle de l'explosion de deux bombes en Toscane, une qui a endommagé un hôtel et l'autre un pylône de l'ENEL de Montignoso, informe que: "Hier, au palais de justice de Massa, une réunion a eu lieu pour essayer d'établir s'il existe un lien entre les deux attentats - dont un effectué avec la même technique qui a été utilisée pour l'endommagement d'une vingtaine de pylônes en trois ans en Toscane - et l'arrestation du terroriste suisse Marco Carnenisch, surpris par les carabiniers avec un complice en train de transporter un kilo d'explosif, destiné probablement à un hold-up au bureau central de la poste de Massa. Carnenisch a dit aux juges qu'il voulait mourir en luttant."
Entre-temps, le journal suisse Blick, met carrément le monstre en première page: sous le titre de "Carnenisch, l'assassin du douanier arrêté", il écrit: "Presque huit années après son évasion, Camenisch se salit d'un nouveau délit sanglant en Suisse: il tue, dans son village natal Brusio, le douanier Kurt Moser, trente-cinq ans. Le douanier avait voulu contrôler les papiers d'un individu barbu à l'air suspect-et Camenisch lui tire trois balles à la tête."

Si de la parte du journal à sensation Blick on ne pouvait s'attendre à mieux, il est pour le moins étonnant que même le Conseil Fédéral Suisse, dans le Rapport du Conseil Fédéral sur l'extrémisme en Suisse du 16 mars 1992 exprime déjà un jugement sur l'événement de Brusio, sans attendre le déroulement d'un procès régulier, dérogeant visiblement à la règle qui veut qu'une personne inculpée soir innocente jusqu'à preuve de sa. culpabilité. La partie du document gouvernemental qui toucbe à l'épisode de Marco Camenisch est précédée par une série de considérations philosophico-sociologiques sur l'anarchisme.

"L'anarchisme est couramment conçu comme refus et suppression de toute soumission de l'individu à l'individu. Il se base sur l'image idéale d'une société où ne subsiste aucun rapport de domination, où personne ne commande et personne n'obéit: une société basée sur l'autogestion de la collectivité et l'autodétermination de l'individu. Pour atteindre ce but, l'anarchisme préconise des méthodes évolutionnistes et révolutionnaires. Dans la pratique, il peut se manifester sous forme de terrorisme ou d'extrémisme violent. (1)
"Dans ce rapport, il n'y pas lieu de mentionner les tendances anarchistes qui se limitent, à l'intérieur des frontières suisses, à des cercles restreints dédiés à la discussion théorique. Notre intérêt se porte, par contre, sur les groupes et les personnes qui poursuivent leurs buts par des moyens et des méthodes illégales. En ce qui concerne la Suisse, on ne peut pas parler d'un véritable mouvement anarchiste, mais seulement de personnes et groupes peu structurés ayant

des tendances anarchistes.
" Du mouvement de la jeunesse des années 80 qui s'est manifesté en Suisse et dans les pays limitrophes sont nés les "autonomes". Les troubles des années 1980 et 1981 qui ont eu lieu surtout à Zurich, Berne, Lausanne, Bale et Genève, ont facilité la naissance de groupes spontanés. Le milieu autonome ne peut pas être considéré comme étant vraiment organisé. Il existe certaines structures au niveau local, surtout dans les villes de Zurich, Berne, Baie et, à plus petite échelle, même à Lausanne, Genève et Winterthur. L'insatisfaction profonde des autonomes, leur besoin de rompre avec les modèles courants et leur refus par principe des formes de vie acquises dans notre État ont des origines très complexes, qu'on peut reconnaître essentiellement à travers une attitude de fond anarchiste, appuyée par une idéologie plus que vague. Ils aimeraient réaliser des formes de vie alternatives, sont déçus par l'Etat, rejettent par principe ses institutions et recourent à des formes d'expression qui sortent du cadre de participation prévu par la Constitution et par les lois et même des structures politiques institutionnalisées. Leurs mots d'ordre sont: "plus de liberté, plus de droits démocratiques, moins de ciment, plus de logements bon marché, plus de liberté d'opinion". Les sujets soulevés récemment étaient: le manque de logements, la politique d'asile et des réfugiés, la révolte contre le racisme, l'extrémisme de droite, la politique sur les stupéfiants et les prisonniers de la RAF en Allemagne. Pour attirer l'attention sur leurs objectifs, les autonomes organisent des actions, des réunions et des manifestations. Une partie d'entre eux préconise le recours à des moyens illégaux, tels l'occupation des maisons ou la violence contre les individus ou la propriété. A plusieurs reprises, des personnes étrangères à la cause, dont le seul but était celui d'accomplir des actes criminels se sont infiltrées dans leurs rangs. Surtout à Zurich, plusieurs manifestations et contre-manifestations, autorisées ou non, principalement contre le manque de logements, ont dégénéré en tumultes qui ont causé des dommages matériels. En 1983 et 1984, la région de Winterthur a même été la cible d'attentats incendiaires et à la dynamite. A ce jour, il n'existe pas d'indices concrets pour présumer que les désordres ont été instigués depuis l'étranger ou que, comme il a souvent été affirmé, ils faisaient partie d'une stratégie globale mise au point en 1968. Dans certains cas, on a pu vérifier l'existence de liens entre des individus de mêmes affinités idéologiques, résidants à l'étranger. "Actuellement, le mouvement autonome ne représente aucun danger pour la sécurité interne de la Suisse. Dans notre État de droit on ne peut pourtant pas tolérer qu'on fasse valoir ses opinions par la violence. Pendant les deux dernières années, le rapport entre les autorités et les autonomes a été moins tendu et, surtout dans les villes, on a accepté l'existence de certaines structures autogérées qui se sont, en partie, intégrées. Par exemple, une exposition d'art et différents projets d'animations théâtrales réalisés dans le manège de Berne ont favorisé, à partir de l'été 1990, la rencontre entre la population et le mouvement autonome."
La deuxième partie du rapport, intitulée "L'extrémisme violent en Suisse, documentation", sous le titre de "Extrémisme de gauche" dit: "Au cours des dernières années, en Suisse, on n'enregistre pas d'actes de violence clairement attribuables à l'extrémisme traditionnel de gauche (communisme orthodoxe et courants de la nouvelle gauche). La lutte révolutionnaire d'Inspiration marxiste-léniniste subit une adaptation aux circonstances concrètes, elle a choisi une direction essentiellement réformiste et a été conduite dans le respect de l'ordre juridique en place." Le paragraphe 4 "Anarchisme et terrorisme", sous le titre de "Perturbation de la paix et de l'ordre dans le cadre de la lutte contre l'impérialisme" poursuit: "Les activités des autonomes furent déterminées amplement par la lutte anti-impérialiste internationale (Afrique du Sud, Palestine, Turquie, Amérique Centrale, etc.) et par les thèmes conflictuels d'actualité: a) la pénurie de logements et les occupations; b) les prisonniers adhérants à la RAF en R.F.A.; c) les autres prisonniers "politiques" (GRAPO, etc.); d) la politique d'asile et des réfugiés; e) le racisme et l'extrémisme de droite; f) la politique en matière de stupéfiants.
"De nombreux incidents - qui n'ont pas été rapportés ici en détails - ont permis de vérifier qu'une minorité favorable à la lutte des classes utilisait les sympathisants pour semer la discorde et la

confusion. La ville la plus impliquée fut sans doute Zurich où, surtout en 1989, on enregistra des excès divers - observés avec inquiétude par la police - qui se conclurent par de graves dégâts matériels. A l'occasion de ces violentes manifestions, le regroupement des prisonniers de la RAF incarcérés en Allemagne fut souvent revendiqué. Des contacts avec les pays voisins existaient donc". Plus loin: "La Suisse ne connaît pas de mouvements terroristes de portée internationale comparable à ceux des États limitrophes. Notre pays fut d'abord épargné par "l'offensive euroterroriste" des groupes marxistes-léninistes qui, à un certain moment, organisaient leurs actions à un niveau logistique et opérationnel. Par la suite, ces dernières années, la Suisse fut touchée indirectement par les actions des terroristes arabes. Enfin, notre pays ne connut pas le terrorisme des mouvements nationalistes comme celui qui frappa l'Espagne, l'Irlande et la Corse. Rappelons nous néanmoins qu'aujourd'hui, vu la tactique et la mobilité des terroristes, même les pays qui sont indirectement touchés par les conflits ne peuvent affirmer qu'ils sont protégés d'éventuelles répercussions des actions qui traversent les frontières. "Avec une intensité variable, même la Suisse fut à plusieurs reprises secouée par des actions motivées par des raisons politiques inhérentes aux affaires internes. Il suffit de se rappeler les attentats contre les installations des sociétés électriques, comme par exemple les divers sabotages des pylônes à haute tension revendiqués par le groupe "Rumpelstilzchen". Pour les autorités, il fut difficile d'identifier les auteurs de ces actes de violence politique.
"Ceux qui sympathisent avec les terroristes ou qui les soutiennent sans être pour autant impliqué personnellement dans des actions violentes, jouent un rôle important. Les contacts entre ces sympathisants, les groupes terroristes (par ex. la RAF), les autres groupes européens et les représentants du terrorisme arabe, furent parfois très intenses et restent actuellement très importants. De tels contacts furent et sont encore motivés par la nécessité d'obtenir une aide logistique (informations, fournitures d'explosifs) et de pouvoir compter sur la solidarité politique (...)
"Un autre exemple est celui du grison Marco Camenisch. Les autorités se penchèrent pour la première fois sur son cas en 1978, suite à ses activités liées à l'"Aktion Strafvollzug" {Action exécution des peines). En 1979, il fut impliqué à Bad Ragaz dans un attentat à l'explosif contre la centrale Sarelii, appartenant aux Usines électriques de la Suisse nord-orientale. En 1981, il fut condamné, pour cet attentat et pour d'autres délits, à dix ans de réclusion. Dans la même année, il réussit à s'évader du pénitencier de Regensdorf. Lors de l'évasion, un de ses compagnons tua un surveillant. Camenisch est fortement soupçonné d'être impliqué dans d'autres délits, attentats à l'explosif et autres. Début décembre 1989, Camenisch tua à Brusio le douanier Kurt Moser alors que celui-ci le contrôlait. Il fut arrêté en Italie le 6 novembre 1991."

(1) Le document du gouvernement cite comme source le livre Zeitgenossicbe deutsche Schriftseller als Wegbereiter fur Anarchîsmus und Gewalt de Lothar Ulsamer, Deugro, Esslingen 1987. Il s'agit d'un essai écrit pour la défense de -nous le citons- "civilisation chrétienne occidentale" des "néfastes enseignements" d'écrivains comme Boll, Enzensberger, Wallraff, Grass. Ce livre n'a pas grand chose à voir avec l'Anarchisme; du reste, la définition d'Anarchisme est tirée d'un dictionnaire de termes, politiques et d'un autre de termes sociologiques. Il est étonnant que l'autorité politique suisse suprême utilise comme source de documentation sur l'Anarchisme un texte superficiel et tendencieu comme celui d'Ulsamer.

En avril 1992, dans la prison Don Bosco de Pisé où Marco Camenisch esc enfermé, il communique à ses camardes une mise à jour de sa situation judiciaire: "Voici les dernières nouvelles du front de la répression: le 30 avril aura lieu à Massa Carrara l'audience préliminaire concernant coûte une série de délits, avec mon camarade Giancarlo. Les "personnes lésées" seraient "l'Etat et deux carabiniers". A cette audience, ils veulent établir les chefs d'inculpation suivants: pour rnoi, avoir tiré sur les carabiniers et détention de faux papiers; pour les deux: détention d'explosifs et d'armes à feu, vol de voiture, substitution de plaques minéralogiques et attentats divers contre les lignes électriques et une antenne de la RAI ainsi qu'un "piège explosif" contre les forces de l'ordre. De plus, le 19 mai à Gênes, on discutera de mon extraditïon vers la Suisse. Leurs accusations ne peuvent que m'honorer; pour le reste, il est clair qu'il n'y aura pas de dialogue entre eux et moi. Je suis un prisonnier de guerre et leur otage. Je n'ai pas d'informations à donner sur des faits précis, ni de revendications ou de déclarations à faire sur mon innocence. Si jamais, lors d'un éventuel procès, je pourrais réaffirmer, en substance, mon entité et mes choix comme je l'ai déjà fait au procès de Coire."

A l'ouverture de l'affaire judiciaire Camenisch et Sergianpietri, la rédaction d'Anarres publie dans le n.10 sa propre évaluation de l'événement:" Silence de la presse sur l'affaire Martino/Camenisch et Sergianpietri. Tant mieux, que les copies des carabiniers et de la police restent dans leurs bureaux respectifs. Après des mois d'enquêtes, des nouvelles parviennent de la justice, avant tout, la liberté provisoire pour
Giancarlo a été refusée. Il reste donc emprisonné pour détention d'armes et d'explosifs. Le 30 avril 1992, au tribunal de Massa, une audience préliminaire aura lieu. Elle constitue, de fait, le premier pas juridique vers un procès public dont la date reste encore inconnue. Chaque audience préliminaire est réservée aux "personnes autorisées". Toujours à huis clos, le 19 mai, cette fois à Gênes, un conseil a été constitué pour évaluer les questions inhérentes à l'extradition de Martino/Camenisch. Il est clair que, pour les autorités helvétique, le désir de "gérer la détention" de son concitoyen dissident par la vengeance scientifique et la torture des mains propres dépasse la sévérité du Code Pénal. Même dans ce domaine, la précision suisse est à l'avant garde, grâce à son système carcéral capable d'anéantir la personnalité de chacun. Camenisch est une épine dans le flanc des autorités italiennes ayant réussi à imposer la soi-disant pacification dans les années quatre-vingts. Elles désirent donc éviter des cas éclatants de personnes qui vivent avec dignité leur coercition carcérale, supportée grâce à des motivations plus éthiques que politiques. Ceci dit, il est utile de préciser aux lecteurs qu'une éventuelle extradition n'est pas automatique et qu'elle ne sera pas exécutée dès le lendemain du 19 mai. Ces prochains mois, il sera toutefois indispensable de se préparer à une large campagne pour empêcher le tacite transfert forcé de Marco Camenisch vers la Suisse, considérant l'hypothèse facile que le ministre de Grâce et de "Justice" décide positivement d'une extradition".

Une contribution de Marco Camenisch paraît dans le même numéro d'Anarres sous le titre de "l'esthétique du choix": "Tous ici dans la cellule nous nous tapons le Festival de Sanscemo de Pippo Baudo (à qui on fit sauter la villa), il y a ceux qui le regardent avec plaisir et ceux qui, comme moi, n'arrivent pas à l'avaler. Cependant je n'ai pas le choix. C'est justement du choix et des choix que je voudrais parler, si j'y parviens. Dans ta lettre, quand tu fais allusion aux choses acceptables ou non, en rapport avec ce qui c'est passé à Montignoso, le problème me semble relativement implicite. En fin de compte, je le considère comme un "faux problème", car le concept du "choix" ne me parait ni utile, ni adapté pour affronter les questions et l'ensemble de ces questions qui nous tiennent à coeur. Je pense carrément que c'est un paravent, une béquille incommode induite (par ce et ceux qui nous retiennent) dans nos coeurs pour justifier que nous boitions avec et à travers les contradictions qui nous lacèrent, en perpétuant ce mal qui nous afflige et qui nous contraint de boiter. Si l'on ne peut guérir, la béquille n'est en tout cas pas un

choix. La jeter après avoir trouvé la force et le moyen de guérir ne l'est pas non plus.
""Le choix" appartient, et j'insiste, au monde et à l'esprit consommateur, il naît et meurt en même temps qu'apparaissent ou disparaissent toutes les formes intériorisées de domination autoritaire. Je peux choisir parmi les marchandises des supermarchés, des salons de l'auto, entre des appareils électriques, des religions, des idéologies, des courants d'idéologies, des partis, des professions, des cassettes, des discothèques, des drogues, des textes, des titres de journaux, des programmes (tv), etc. etc. Plus je suis riche et puissant, plus la gamme des possibilités de choix matériels et même spirituels est vaste, plus je suis riche et puissant, plus je peux et je dois aussi, pour rester tel quel, choisir pour d'autres aussi. Car je suis contraint de devenir toujours plus riche et puissant, et déjà cela devient, même pour ceux qui dominent, un lien insoluble entre choix et contrainte dans l'implacable mécanisme des dominations autoritaires. "En tant qu'esclave, je ne peux pas choisir quel air respirer ni quelle eau boire, si je veux aller à l'école ou non, si je veux absorber les ordres implicites de l'information unique. En tant qu'esclave ou homme libre, je ne peux pas choisir ma mère ni le père qui la féconde, la couleur de ma peau, la terre qui me verra grandir, quand et quel soleil ou lune m'illuminera, quelle conscience me guidera, quel fruit je mangerai, quelle femme j'aimerai, quelle mort je donnerai ou recevrai. Si je me suicide, ce n'est sûrement pas un choix, mais parce que je ne supporte plus un mal, la solitude souvent, que j'ai aussi peu choisie que ma nature qui m'impose une compagnie agréable pour être bien. Pour les êtres libres de dominations autoritaires, le concept, et avec lui le mot "suicide", est inconnu (il est pratiqué seulement dans des situations exceptionnellement graves) et inutile, tout comme la "liberté" et, à mon avis, le "choix". Ils deviennent une réalité à concevoir et à définir avec la naissance de la domination autoritaire, et l'unique choix réel, ou la mère de tout les choix, à ce point, est entre la soumission, la rébellion et la lutte pour la liberté désormais à revoir. Le choix est donc de choisir ou non entre des alternatives qui sont de toutes façons imposées. Si l'enseignement de nos origines, et donc de nos exigences intimes, est valable, lorsqu'il y avait un équilibre sur cette terre, des êtres ou des groupes vivaient aussi en respectant l'autorité du plus fort et du plus sage, respectant le lien insoluble avec la terre mère et ses lois. Cependant, un groupe tuait ou expulsait implacablement de la communauté celui qui abusait de son autorité, celui qui ne respectait pas les lois du bien, de la survie et de la vie en commun. J'aime nommer cet abus la domination autoritaire. Pourquoi regardons nous avec tant d'attention et de nostalgie les tribus ne nos frères Peaux Rouges (et autres)? Est-ce seulement par mauvaise conscience d'être des dignes descendants de Colomb et de sa manière d'agir et de penser? Plutôt que d'être des guerriers capables et disposés à se rappeler que nos origines étaient probablement d'une dignité, d'une sagesse et d'une organisation sociale semblable à celle des Peaux Rouges (et autres) que nous admirons tant?
"J'ai rarement entendu des guerriers discourir à propos de ce fameux "choix", sinon pour tenter d'adopter le point de vue de l'âme soumise, pour se faire comprendre d'elle, ou essayer de trouver le courage d'établir un équilibre par rapport à la peur et la propre insécurité. Cela signifie-t-il que nous ne parlons pas le même langage? Je ne pense pas avoir eu de choix dans ma vie, je ne peux pas considérer le fait d'avoir acquis des connaissances ou d'avoir agi en fonction des sentiments de mon coeur, qui sont aussi ceux de mon esprit, comme des choix. Je n'ai pas choisi d'être capable de me mentir et de mentir, je n'ai pas choisi le désir d'être bien avec moi-même et avec les autres, ce qui est la même chose. Je n'ai pas choisi de voir, de m'indigner et d'avoir autant peur pour trouver la force d'être un guerrier. Je n'ai pas choisi d'être pauvre, d'être en prison, malchanceux, d'être l'assassin de mes terres d'origines, comme le peuple des Yanomani n'a pas choisi que ses forêts et ses fleuves soient détruits et eux avec. Ils n'ont pas choisi que Sting et d'autres chacals s'enrichissent avec leurs malheurs. Tu trouves que c'est un choix, pour un Yanomani, de se mettre en complet veston ou en salopette et d'aller à Rio ou ailleurs, dans le monde des choix? L'émigrant du Sud a-t-il vraiment choisi d'aller au Nord?
"Lutter fait partie de ma nature, c'est un devoir tout comme être libre est un devoir. Si quelqu'un me dit que j'ai des droits, c'est comme s'il me disait que je suis son esclave. La liberté, pour moi,

signifie aussi et surtout que personne ne choisisse à ma place, que je ne sois pas contraint de choisir pour d'autres, que je ne sois pas obligé de choisir, mais que je sache à quoi j'appartiens, ce qui est juste et faux, au-delà du bien et du mal."

En attendant, Marco Camenisch est transféré à Milan dans la prison de San Vittore et Sergianpietri est assigné à résidence, n'étant pas impliqué dans la fusillade. Le 5 Juin 1992, au Tribunal de Massa, pris d'assaut par des carabiniers et la DIGOS1, la première audience du procès contre Marco Camenisch et Giancarlo Sergianpietri a lieu. Outre les chefs d'accusations relatifs à l'épisode de Montignoso, le juge d'instruction Lama a entre temps recueilli des informations selon lesquelles, d'après lui - et un groupe fourni "d'experts" - des camarades devraient aussi être inculpés pour le sabotage de quatre pylônes dans les environs, entre Lunigiana et Versilia. Comme la procédure judiciaire des délits manque de détails, l'avocat de la défense Massimo Focacci demande et obtient le renvoi du procès à une date ultérieure, prévue pour le 4 novembre 1992. Dans la salle, l'avocat suisse de "Martino", Bernard Rambert, est aussi présent.
Au procès de Massa, Marco Camenisch fait la déclaration suivante: "Je suis ici pour deux raisons; pour ne pas poser un lapin aux personnes qui m'aiment, qui sont venues icet pour réaffirmer mon entité et les raisons de mon désaccord irrémédiable avec cette société dictatoriale et consommo-fasciste.
"Je rejette fermement toutes les accusations formulées contre moi ici, je reconfirme que mon ami Giancarlo et les autres amis ou amies de cet endroit ne savaient rien de ma clandestinité, de rebelle social, encore moins du matériel d'autodéfense que l'on a retrouvé sur moi, dans mes bagages et dans les lieux que je fréquentais. Je ne suis sûrement pas ici pour dialoguer avec l'injustice bourgeoise et de classes, avec une loi qui est notoirement plus égale pour certaines personnes que pour d'autres. Je ne reconnais à ce Tribunal ni la légitimité ni la vertu de me juger ou de juger qui que ce soit. Je le considère comme un instrument de répression et de vengeance, asservi aux exigences des gouvernements des patrons de la mort, c'est-à-dire au capital colonial et impérialiste, à ses États et à ses multinationales.
"Je suis un berger, un paysan et un chasseur des Alpes romanches, résidu d'un génocide consommé produit par le même ennemi qui, durant des siècles, a détruit presque complètement ma terre. Cet ennemi, avec la protection des multinationales de l'atome et de l'exploitation hydroélectrique, touristique, avec le militarisme et ses polygones, avec la pollution radioactive, chimique, les carburants industriels et métropolitains, supranational et par voie aérienne, l'hyper-exploitation forestière et agricole, est le responsable historique du pillage de mon identité ethnique, de ma terre et de mon travail.
"Prenant conscience d'être exploité, esclave et exproprié, je suis simplement allé jusqu'au bout pour tenter de me libérer et pour contribuer avec toute mon âme à la libération et à la défense de la terre qui a accueilli et nourri mes ancêtres et moi-même. J'ai été capturé par l'ennemi et je me suis libéré; j'ai été chassé de ma terre, de chassé je suis devenu chasseur, proie et nomade, hôte de nombreuses terres et multiples personnes. Ma conscience solidaire, conscience de la globalité de l'ennemi et de sa guerre d'exploitation et d'extermination totale, ne pouvait que me pousser à lutter contre lui, sur et pour chaque terre qui m'accueille. Ce n'est que de cette façon que je réaffirme dans tout les cas ma dignité quotidienne et humaine, ma responsabilité, ma solidarité et mon affinité avec mes frères et soeurs de toutes les races et de toutes Ses langues, opprimés et opprimées, exploités et exploitées; ce n'est que de cette façon que j'affirme ma solidarité avec ceux qui luttent par tous les moyens; ce n'est que de cette façon que j'affirme ma responsabilité, l'amour naturel pour nos enfants et pour tous les vivants de cette merveilleuse planète.
"Il y quelques années déjà, j'affirmais que celui qui comprend le fonctionnement du capitalisme, et qui comprend que ses exigences sont totales, qui sait ou veut réaliser qu'avec ce système il n'y a pas d'avenir, et qui ne veut pas être contraint d'être le complice, l'esclave et la victime de cette dictature consommo-fasciste délirante, doit forcement s'y opposer, la combattre avec corps et

âme. Je disais aussi qu'il s'agissait d'une lutte pour la survie. Il ne s'agit plus, depuis des années maintenant, d'une lutte individuelle, de classes ou de groupes qu'elle soit ethnique, idéale ou autre, pour la sauvegarde de la liberté, de la dignité, de la terre et par conséquent du pain. On ne peut plus concevoir et dissocier les luttes contre l'exploitation, la guerre du pillage, l'esclavagisme et le massacre. Non, il s'agit aujourd'hui de la sauvegarde de la planète entière. Il ne s'agit pas d'une crise écologique, mais des derniers instants avant la fin d'une course démentielle et criminelle vers l'anéantissement total. "Le moteur et la cause de cette course sont l'exploitation de l'homme et de la nature par l'homme. C'est l'histoire millénaire du soi-disant progrès et de la soi-disant civilisation, qui s'est répandue comme un cancer, avec ses horreurs croissantes de violences et de guerres pour la domination et entre dominateurs, qui débouche aujourd'hui sur la dictature planétaire des patrons de la mort, de leur capital, de leurs multinationales et de leurs États. Face à ces évidences, il n'est pas certain que ce soit moi le plus coupable.

"Non, je ne suis pas un criminel, je ne suis un danger pour la société, ni un écoterroriste, mais tout ceci est dramatiquement vrai pour l'État et ses patrons, ses esclaves et ses apparats divers. Je n'ai pas besoin de mensonges, de dénigratlons mass-médiatico-policières et scientifiques, de leurs tribunaux et de leurs prisons d'anéantissement pour le prouver. Nous tous, les vivantes et tous les vivants de cette planète, en chaque lieu, dans l'eau, sur la terre et dans le ciel, nous le savons, nous le voyons, nous le respirons, nous le buvons, le mangeons et le vivons, si on peut encore parler de vie.

"Il ne me reste donc qu'à revendiquer la justesse et la pressante nécessité de lutte et de rébellion, même violente et totale, contre la violence des maîtres de l'anéantissement. Afin de donner un peu d'espoir à nous et à nos enfants, cette lutte doit être socialement, culturellement et écologiquement radicale et révolutionnaire. Et c'est une lutte qui doit partir du quotidien, contre nos milles complicités, idéales et réelles, avec la domination diffuse du consommo-fascisme.

"Il est nécessaire et pressant de s'opposer et de s'organiser et cela doit venir de nous. Il est nécessaire et pressant de contribuer, individuellement ou en groupes, à la neutralisation du consommo-fascisme, de ses métropoles, de ses fabriques, prisons, produits, infrastructures, de ses moyens de communications, de ses pseudo-sciences, de ses forces armées, de ses formes sociales, familières et sexuelles, de les mettre en rapport et, par conséquent, contribuer aussi à la neutralisation des autorités des gouvernements nationaux et mondiaux. C'est par la pensée globale et solidaire, par l'action directe locale et immédiate, que nous devons réaffirmer notre autodétermination, notre pouvoir sur notre travail et sur nos consommations, sur notre corps, notre esprit et santé, sur nos rapports sociaux et nos rapports avec le territoire, la terre qui nous accueille et nous nourrit, qui appartient à nos enfants et aux enfants de nos enfants. "Ce qui m'est reproché ici ne peut que m'honorer. Je n'ai ni tiré sur la
Croix Rouge, ni empoché des pots de vin, ni exploité quelqu'un, ni fait de carnages sur des personnes sans défenses, ni torturé, ni même violé des femmes ou des enfants...

Résignation et peur, c'est être complice !
Contre la résignation, il faut penser l'impensable,
contre la peur ? Apprendre le courage !"

Deux mois plus tard, le 16 août 1992, la police de Massa Carrara arrête Giancarlo Sergianpietri. Aux accusations pour tentatives de vol et lésions sur un gardien de nuit, s'ajoute celle d'évasion, car Giancarlo était assigné à résidence.

(1) Police politique

Le 4 avril 1993 a eu lieu à Massa, durant toute la journée, le procès de Marco Camenisch.

Le procureur, d'une voix monotone et soporifique, a énuméré les centaines de délits que l'inculpé aurait commis lors de son séjour italien. Une théorie ridicule voudrait que Marco Camenisch soit responsable de tous les attentats qui ont eu lieu ces dernières années en Italie. Les milieux d'Anarchismo et Provocazione (des revues de critiques radicales) étaient aussi mis en cause.
Le procureur a requis 15 ans de réclusion en les justifiant ainsi: 9 ans pour tentative d'homicide et 6 ans pour attentats à l'explosif. l'ENEL (1) s'est constitué partie civile pour réclamer 500 millions de dommages et intérêts (500 milles francs).
La défense s'est appliquée à démontrer l'aspect délirant des indices sur lesquelles se basait l'accusation et l'absence manifeste de preuve. Le verdict: 250 millions de lires pour dommages et intérêts et 12 années de réclusion: 6 pour coups et blessures volontaires et 6 autres années pour port d'armes et détention d'explosif. En Italie, les pylônes à hautes tension tombent depuis une trentaine d'années sans que la justice n'ait trouvé un seul responsable. C'est pour cette raison que les juges italiens et leurs comparses suisses ont exulté à l'arrestation de Marco Camenisch. Un bouc-émissaire de taille pour prouver qu'une punition sévère est en place pour châtier ceux qui essayent de s'opposer et de combattre le pouvoir. La presse helvétique et italienne a largement diffusé la nouvelle en confirmant ainsi son rôle complémentaire à l'appareil répressif. Le juge donne des années de prison, le journaliste se gargarise de la bonne nouvelle et la détourne pour que s'amplifie la menace.

(1) voir p. 54

CHRONOLOGIE DES ACTIONS MILITANTES EN SUISSE

1974 Attentat incendiaire corme un baraquement de planification de la centrale nucléaire de Verbois GE

17.12.74 Attentat contre le transformateur de Verbois GE

16. 8.77 "Les échappés de Malville" déclarent la guerre à "tout les entrepreneurs et personnes qui s'enrichissent par le sale commerce nucléaire". Attentat incendiaire contre le hall de réception du bâtiment administratif de Sulzer à Winterthur.

19. 8.77 Fausses manchettes du Tages Anzeiger annonçant 150 morts lors d'un accident nucléaire à Lyon.

12.12.77 Court-circuit des lignes C.F.F. entre Dullikon et Olten.
Le mouvement antinucléaire est rendu attentif aux livraisons de matériel radioactif pour Gosgen.

22.12.77 Nouveau cour circuit des lignes C.F.F.. Les antinucléaire bloquent un transport de matériel radioactif la frontière de la R.F.A. à Bale en février 1978 et érigent des barricades sur le routes menant à la centrale de Gosgen.

2. 7.78 "Do it yourself" détruit le transformateur prévu pour Leibstadt à Sécheron, Genève. La construction d'un nouveau prendra une année.

20. 7.78 Le modèle de la centrale de Gosgen est détruit par un incendie. Il se trouve dans le pavillon des visites à l'intérieur des barrières de sécurité. "Nous ne pouvons pas exclure qu'un tel incendie se produise en réalité".

19. 2.79 Lors du week-end de votation de l'initiative nucléaire 1, "Do it yourself fait sauter le "pavillon du mensonge" de Kaiseraugst. "...Nous ne voulons surtout pas affirmer l'avantage des actions de sabotages par rapport aux autres formes de combat (...) Nous savons que par le passé beaucoup de gens ont montré une solidarité passive et un contentement avec de semblables actions. Nous demandons à ces personnes de donner un contenu politique et une forme active à leur solidarité. Cela ne signifie pas forcément de prendre cette forme d'action pour soi. Cela signifie d'abord, d'intégrer ces activités au mouvement antinucléaire, les propager et pouvoir les coordonner (...)".

26. 2.79 Trois corps explosifs détruisent un dépôt de matériel à l'intérieur des barrières de la centrale de Leibstadt se trouvant en construction. Le dispositif de sécurité de Leibstadt est publiquement remis en question.

19. 5.79 La voiture du pape du nucléaire Michael Kohn brûle dans le garage de sa

21. 5.79 Des bombes incendiaires détruisent et endommagent les voitures de huit représentants du lobby atomique en Suisse allemande et au Tessin, (Courvoisier, Fischer, Bergmaier, Trumpy, Pedrazzini, Engi, Hunzinger, Geiger). Lors de la marche de Pentecôte, une longue déclaration de "Do h youtself" parait, dans laquelle ils prennent position sur les attentats de Kaiseraugst et de Leibstadt et définissent les positions du mouvement - contre les nouvelles initiatives.

10. 6.79 En Suisse romande, les voitures de deux pontes du nucléaire brûlent.

1. 8.79 Une fausse alerte déclenchée par des militants à Lostorf près de Gôsgen démontre que les plans d'évacuation prévus ne fonctionnent pas.

4.12.79 Attentat contre le mat météo de Gôsgen. Il tombe sur le transformateur et la centrale doit être arrêtée. Les lignes téléphoniques par lesquelles la population aurait dû
être avertie tombent en panne.

12.11.79 Un pylône de la NOK tombe près de la frontière du Liechtenstein.

12.79 Attentat à l'explosif contre la centrale Sarelli de la NOK près de Bad Ragaz. René Moser et Marco Camenisch sont arrêté et condamné à 10 ans et 7 ans et demi.

1979 "Do it yourself' donne une interview à focus dans lequel ils essayent d'en finir avec le mythe des structures militaires opérant de manière isolée: " Nous sommes actifs, pas seulement dans l'antinucleaire. Nous connaissons tout le monde et tout le monde nous connaît. Nous faisons partie du mouvement et nos actions font partie des problèmes que se pose le mouvement (...) Nos déclarations ne sont pas des déclarations de guerres mais des propositions pour tout le mouvement."

22.1.80 La maison de campagne de Iselin, membre du conseil d'administration deplusieurs firmes nucléaires, brûle lots d'un attentat incendiaire.

10.81 Des cocktails molotov sont lancés contre Motor Columbus à Baden, après la déclaration du Conseil fédéral, affirmant la nécessite de Kaiseraugst. Un attentat contre la maison de vacances du chef de la CEDRA, Rometsch, ne réussi pas.

12.11.81 Le pylône à la frontière du Liechtenstein tombe à nouveau, exactement deux années après.

14.12.81 Un attentat contre une ligne d'exportation Gôsgen-Fesscnheim ne réussi pas.

2.82 Un pylône de la future ligne d'exportation Malvîlle-Muhleberg est détruit à l'explosif.

9. 8.82 Attentat contre un pylône de la ligne d'exportation de l'ATEL au Tessin.

1.83 Un dossier anonyme sur les sabotages antinucléaire est envoyé aux journaux: "Depuis que les barricades ont été érigées, des milliers de jeunes ont montré que ce qui
semblait être une pratique élitaire de "Do it yourself", n'était rien d'autre que l'expression développée d'un mouvement d'opposition radical en formation".

30. 1.83 Deux pylônes de la ligne d'exportation Fessenheim- Kaiseraugst, à Rheinfelden et Pratteln, sont la cible d'attentats juste avant la décision du Conseil des états sur
Kaiseraugst. Alors que le premier ne réussit pas, le deuxième pylône est détruit. Les câbles électriques endommagent les toits de certaines maisons.
Les 25 Conseillers des états du Forum de l'Énergie reçoivent une bougie "explosive". Le parlement est évacué pour alerte à la bombe.
L'ATEL met les tètes des coupables des attentats contre leurs pylônes à prix: 10.000 frs de récompense.

30. 3.83 Court-circuit de la ligne à haute tension vers Gôsgen. L'ATEL déclare: "Les moyens techniques et la manière de faire laissent supposer qu'il s'agit d'une action bien planifiée".

24. 9.83 Attentat contre un pylône à Wôlflinswil. "Pas de centrale, pas d'attentat.

13. 8.84 Attentat incendiaire contre la maison de vacances du président de la CEDRA Rometsch par "Atomic Rometsch". La maison brûle complètement "Atomic Rometsch" publie une vidéo de tevendication, qui décrit la résistance contre le nucléaire en Suisse.